

Table of Contents

<u>Les doigts croisés.....</u>	1
<u>La prochaine mission.....</u>	3
<u>Un dernier hommage rendu aux militaires Duchesne et Mercier.....</u>	6
<u>Le Canada embauche un Britannique.....</u>	7
<u>La vie et rien d'autre.....</u>	9
<u>Un dernier hommage pour les militaires Duchesne et Mercier.....</u>	10
<u>FUNÉRAILLES.....</u>	12
<u>UN PEU DE COURRIER.....</u>	13
<u>DERNIER ADIEU AUX 2 SOLDATS DE VALCARTIER.....</u>	15
<u>AIDE POUR L'AFGHANISTAN.....</u>	17
<u>SINISTRÉS NÉGLIGÉS.....</u>	18
<u>LES OTAGES DE RETOUR LA POLÉMIQUE EST ENGAGÉE.....</u>	19
<u>TOLOTV FAIT SON CHEMIN EN AFGHANISTAN.....</u>	21
<u>Parcours du combattant.....</u>	22
<u>Le Canada embauche un Britannique pour défendre la mission afghane.....</u>	23
<u>Dernier hommage aux militaires Duchesne et Mercier.....</u>	25
<u>Afghanistan : difficile de retracer l'argent de l'aide canadienne.....</u>	26
<u>Une idée pour l'Afghanistan.....</u>	28
<u>Duceppe fourbit ses armes en Outaouais.....</u>	30
<u>Pas facile de faire le suivi des fonds d'aide, selon un vérificateur.....</u>	31
<u>Coup d'oeil sous la burqa.....</u>	32
<u>Kandahar.....</u>	35
<u>"Tu es notre héros"; Les proches et confrères de l'adjudant–maître Mario Mercier lui rendent un dernier hommage.....</u>	37

Table of Contents

<u>La plainte du soldat Petit; L'ancien simple soldat dénonce la propagande du ministère de la Défense qui veut faire croire que la profession des armes est louable et agréable.....</u>	39
<u>De la guerre aux élections.....</u>	42
<u>Une rentrée sous le signe de l'Afghanistan; L'engagement militaire du Canada sera le principal point d'intérêt des parlementaires.....</u>	44
<u>Séoul est critiqué pour ses négociations avec les talibans; Des médias soulèvent l'hypothèse d'une rançon.....</u>	47
<u>En photo: Funérailles émouvantes.....</u>	49
<u>Dans le piège de Kandahar.....</u>	50
<u>Les conditions gagnantes.....</u>	52
<u>Deux Amériques irréconciliables ?.....</u>	54
<u>De Valcartier à Kandahar.....</u>	57
<u>La guerre de Rick Hillier.....</u>	61
<u>Dehors, le ministre baratineur !; Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, prend les Canadiens pour des valises. Qu'attend Stephen Harper pour lui montrer la porte ?.....</u>	69

Les doigts croisés...

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: 5

BYLINE: Laroche, Luc

DATELINE: VAL-BÉLAIR

WORD COUNT: 289

Une femme vêtue de noir quitte l'église de Val-Bélaire avec ses trois jeunes enfants. Un seul est en âge de marcher sans vaciller.

Pardon madame, êtes-vous l'épouse d'un militaire?

"Oui, mon mari a servi sous l'adjudant-maître Mercier", répond-elle. Elke Conard m'explique qu'elle est venue pour porter à la famille Mercier le message d'appréciation de son époux toujours cantonné en Afghanistan ainsi que son propre message de solidarité à Lucie Arduin.

"Ariane, ma plus vieille, a quatre ans. Jérôme en a seulement deux et Catherine, qui est dans la poussette, a un an. Je me croise les doigts pour n'avoir jamais à subir pareille épreuve."

Mme Conard en a encore pour au moins huit mois à s'occuper seule de la marmaille. Son époux rentrera seulement en mai 2008.

"Avec de l'organisation, on y arrive."

* * * * *

Avec 6000 soldats à Valcartier, la banlieue nord de Québec fourmille de militaires. D'anciens, aussi.

L'un d'eux s'était déplacé pour venir saluer un camarade qu'il a côtoyé en Allemagne.

"Mario Mercier était un homme assez humble pour aller consulter lorsqu'il était dans le doute, ce qui n'est pas le cas de tous les officiers. Plusieurs commandent en se fiant seulement au nombre de barres sur leur uniforme. J'ai connu peu de soldats aussi authentiques que lui."

Cet ex-militaire espère que la population québécoise percevra différemment la contribution de ses représentants.

"J'ai participé, avec plusieurs autres soldats canadiens, à la libération de Sarajevo. Notre travail n'a jamais suscité grand intérêt. Par contre, lorsqu'il y avait scandale, les médias n'en manquaient pas une."

* * * * *

En plus d'être militaire comme lui, Michel Kelly était le voisin de Mario Mercier.

"Ce fut une journée pénible. La mort surprend toujours. Nous nous croisions de temps à autre dans le quartier. Même sans uniforme, il était bien difficile de se détacher complètement du travail. Chacun prenait des nouvelles d'amis ou de connaissances dans nos divisions respectives."

Hier, la grande famille de Val-Bélair s'est arrêtée pour se recueillir. Les écoles primaires du quartier avaient été fermées. L'un des leurs quittait à jamais.

La prochaine mission

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: 4

BYLINE: Laroche, Luc

PHOTO: Imacom, Jessica Garneau

DATELINE: VAL-BÉLAIR

Le regard attendri, pointé vers son fils Simon, Lucie Ardouin se dit prête à assumer seule la mission de chef de famille à la suite du décès de son mari. Outre son garçon, Mme

ILLUSTRATION: Ardouin apparaît sur la photo entourée de ses filles Myriam (l'aînée) et Maude (avec l'ourson), de son frère Stéphane (à sa gauche) et de neveux. Son père Yvon et sa mère Nicole sont à l'arrière-plan.

WORD COUNT: 753

Quand un enfant promène avec lui son ours de peluche, il trimballe habituellement un ami de son monde imaginaire. L'ourson que la petite Maude serrait contre elle hier à l'église était le symbole candide du père qu'elle a perdu à la guerre. Son Papa ours. Et celui des nombreux soldats qui affectionnaient Mario Mercier.

Un jouet d'enfant au milieu du décorum qui enveloppe les funérailles d'un militaire tué au front en raison des jeux d'influences et des tiraillements d'adultes qui ont existé de tout temps. Dououreux paradoxe.

Il reste de cette victime le souvenir d'un homme attentionné pour sa famille et bienveillant à l'endroit des 150 fantassins de sa compagnie dont l'adjudant-maître connaissait le prénom et le numéro de matricule par coeur. Ses soldats poursuivront la mission en Afghanistan.

Pour ce qui est de la mission de chef de famille sur la rue du Clair-de-Lune à Val-Bélaire, Lucie Ardouin s'en charge. Cette Sherbrookoise d'origine a démontré une force de caractère renversante lors des funérailles de son mari. Pas une larme. Même lorsque le lieutenant-colonel Hercule Gosselin lui a remis la casquette et l'unifolié qui recouvraient le cercueil.

A cet instant solennel où les regards se noient souvent dans le chagrin, Mme Ardouin a levé des yeux déterminés dans lesquels on pouvait lire: je serai à la hauteur du défi.

"Nous avons été portés par une immense vague de sympathie qui se termine. Il faut qu'elle se termine. Il faut que mes trois enfants et moi reprenions la vie normalement en restant fidèles aux valeurs que Mario a partagées avec nous", m'a-t-elle confié au cours d'un bref entretien avant la cérémonie.

L'aînée des trois enfants, Myriam, 17 ans, s'est présentée devant l'assemblée pour rendre hommage à son père, "son héros". Un vibrant témoignage, courageusement contenu.

Réserviste en logistique, Lucie Ardouin a songé dans le passé à rejoindre les rangs des forces régulières. Plus question pour elle de prendre un tel risque. Les responsabilités parentales avant tout.

"Je n'ai aucune inquiétude pour les enfants. Lucie a pris l'engagement de veiller sur eux, elle le fera. Et nous serons tous derrière elle", assure son père Yvon.

Le beau-père de Mario Mercier, qui habite dans l'arrondissement de Fleurimont, a été touché par les messages

d'encouragement que sa famille et lui ont reçus.

"Au cours de la seule journée de jeudi, j'ai reçu pas moins de 150 appels. Le maire Perrault, le député Cardin, même le premier ministre Charest nous a téléphoné. Les citoyens ont des opinions partagées sur cette guerre mais en situation de deuil, il n'y a pas de division".

* * * * *

La famille de M. Mercier a droit comme indemnité au versement de deux années complètes de salaire. S'ajoute à cette couverture de base une police d'assurance facultative à laquelle les militaires peuvent souscrire individuellement.

"Je suis père de deux jeunes enfants et je ne voudrais pas laisser ma famille avec des soucis financiers. Après discussion avec ma conjointe, nous avons convenu d'une couverture additionnelle de 250 000 \$. Ce n'est pas parce que je partirais pour Kandahar demain matin que je ne demanderais pas à ce qu'elle soit haussée. C'est une question dont nous parlons rarement entre nous", me livre un militaire devant l'église.

La famille Mercier a emménagé il y a quelques années dans une nouvelle maison d'un quartier résidentiel de Val-Bélair. Les voisins immédiats sont des militaires. De là, Lucie Ardouin entendra les éclats de bombes lors de manoeuvres d'entraînement à la base de Valcartier, située à une douzaine de kilomètres. Ne craint-elle pas d'être constamment hantée par les souvenirs ?

"Pas du tout. Partir équivaldrait à renier ce en quoi mon mari a toujours cru", répond-elle.

D'aplomb, la dame. Comme j'ai rarement vu.

* * * * *

L'adjudant-maître Mercier, son confrère Christian Duchesne ainsi qu'un interprète afghan sont morts lors de l'explosion d'une mine. Leurs corps n'ont pas été déchiquetés, du moins pas complètement.

La dépouille de M. Mercier était exposée jusqu'à la taille, ce qui indique que les blessures qui lui ont été fatales ont été causées dans la partie inférieure du corps, là où les militaires sont moins protégés.

Même chose pour les blindés, conçus pour résister à de fortes déflagrations lors de combats en face-à-face mais plus vulnérables à l'arrière. Or, c'est lors d'une manoeuvre de recul que l'explosion mortelle s'est produite.

Le journaliste Patrice Roy, qui était à bord du blindé avec son caméraman aujourd'hui amputé, a rendu visite à la famille Mercier hier matin au salon funéraire. Il n'a pas été vu aux funérailles.

"Je passe en-dessous du radar", livre-t-il pour seul commentaire afin de ne pas porter ombrage à la cérémonie en hommage à l'adjudant-maître Mercier.

"D'autant qu'il était un homme dédié, entier et affable", d'ajouter en quelques mots le reporter.

Le beau-frère de Mario Mercier, Stéphane Ardouin, lui aussi militaire, a reçu des poignées de main chaleureuses et de nombreuses accolades de la part de confrères.

"Ma prochaine mission est prévue en février 2009 en Afghanistan. S'il faut que j'y aille, j'irai".

Les ordres, dans un sens ou dans l'autre, ne viendront peut-être pas de l'état-major des Forces armées comme

des électeurs canadiens.

Un dernier hommage rendu aux militaires Duchesne et Mercier

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: 59

SOURCE: PC

PHOTO: Photo – PC

DATELINE: Québec

ILLUSTRATION: Les funérailles de l'adjudant–maître Mario Mercier, tombé au combat en Afghanistan, se sont déroulées dans le secteur Val–Bélair à Québec. Sur cette photo, on aperçoit son épouse, Lucie Ardouin, et ses enfants Myriam (17 ans), Maude (9 ans) et Simon (15 ans).

WORD COUNT: 308

Les proches et collègues des militaires Mario Mercier et Christian Duchesne leur ont rendu un dernier hommage, hier, alors qu'étaient célébrées les funérailles des deux hommes décédés en mission en Afghanistan.

A la demande de la famille, les médias n'étaient pas admis aux funérailles du caporal–chef Duchesne, qui a péri à l'âge de 34 ans aux côtés de son collègue Mercier, lorsque leur véhicule a heurté une mine le 22 août, dans le sud du pays.

A l'église Saint–Gérard–Magella, dans le secteur Val–Bélair, à Québec, les obsèques de l'adjudant–maître Mercier, 43 ans, ont été marquées par des témoignages émouvants.

Sa fille Myriame l'a remercié pour tout ce qu'il avait fait pour elle et les autres membres de sa famille, sa mère Lucie, sa soeur Maude et son frère Simon.

"Tu étais toujours le premier à nous encourager. (...) Tu nous as transmis les plus belles valeurs que nous pouvions souhaiter posséder, bravo papa, nous t'aimons, tu es notre héros à tous", a témoigné l'aînée de la famille.

Puis, un frère d'armes, l'adjudant–maître Stéphane Bergeron, a salué les grandes qualités du disparu, la voix étranglée par des sanglots. "Mario était pour moi et pour bien d'autres beaucoup plus qu'un collègue de travail. C'était un papa en or, un mari attentionné, un grand ami. Tu vas nous manquer; tu vas me manquer; on t'oubliera pas", a-t-il dit péniblement, en ne pouvant refouler ses larmes.

Visiblement émus, la ministre du Patrimoine Josée Verner et le ministre de la Santé du Québec, Philippe Couillard, ont assisté à la cérémonie, ainsi que le lieutenant–gouverneur Pierre Duchesne.

L'adjudant–maître Mercier servait dans les Forces armées depuis plus de 20 ans et avait déjà été déployé à l'étranger dans le passé, en ex–Yougoslavie à deux reprises, à Haïti et en Afghanistan.

En ce qui concerne le caporal–chef Duchesne, la cérémonie funèbre s'est déroulée dans l'intimité.

L'homme originaire de Montréal, technicien médical des services de santé, était aussi père de trois enfants et comptait 14 années d'expérience au sein de l'armée canadienne.

Le Canada embauche un Britannique

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois–Rivières)

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: 59

SOURCE: PC

DATELINE: Ottawa

WORD COUNT: 489

Le Canada a embauché un chercheur international controversé pour faire valoir que les soldats canadiens n'ont aucune obligation d'accorder à leurs détenus afghans des droits juridiques similaires à ceux en vigueur au pays.

Christopher Greenwood, qui enseigne le droit international à la London School of Economics, a soumis à la mi–août un avis juridique à la Cour fédérale, qui étudie une demande d'Amnistie Internationale de bloquer la remise de prisonniers à des responsables afghans par les soldats canadiens.

M. Greenwood avait écrit en 2002, à la demande du gouvernement britannique, un avis juridique intitulé "The Legality of Using Force Against Iraq". Il en venait à la conclusion qu'une invasion était justifiée par une résolution adoptée en 1990 par le Conseil de sécurité des Nations unies et par le droit à l'auto–défense du Royaume–Uni, si le pays pouvait démontrer l'imminence d'une attaque irakienne.

Son opinion différait apparemment de celle des avocats du ministère britannique des Affaires étrangères, le Foreign Office, et de celle de plusieurs autres experts en droit international. Il a été révélé en 2005 que M. Greenwood avait reçu plus de 100 000 \$CAN du gouvernement de Tony Blair pour ses conseils juridiques au sujet de l'Irak.

L'avis juridique de 34 pages soumis par M. Greenwood à la Cour fédérale du Canada, en date du 14 août, aurait été préparé à la demande du chef d'état–major de l'armée canadienne, le général Rick Hillier. Le ministère de la Défense n'a pas immédiatement répondu à des questions portant sur les honoraires de M. Greenwood, ni sur les raisons pour lesquelles la tâche lui avait été confiée.

La porte–parole du Nouveau Parti démocratique en matière de défense, Dawn Black, estime toutefois que le gouvernement conservateur a choisi de faire fi de toute l'expertise juridique disponible au pays pour plutôt recruter un "expert de la droite qui a mauvaise réputation".

"Le professeur Greenwood a accepté de justifier la décision du gouvernement Blair d'aller en Irak, a–t–elle dit. Maintenant, les conservateurs (...) essaient d'utiliser Greenwood pour justifier leur politique désastreuse de gestion des prisonniers."

Dans son avis, M. Greenwood écrit que la demande d'Amnistie – qui vise à contraindre les militaires canadiens à offrir un hébergement sécuritaire et une représentation juridique aux détenus afghans – "s'appuie sur une série de méprises graves concernant le droit international".

Puisque le Canada est en Afghanistan en vertu d'un mandat de l'ONU, fait–il valoir, ses obligations en vertu de traités internationaux ne s'appliquent plus.

Le secrétaire général du chapitre canadien d'Amnistie Internationale, Alex Neve, a déclaré que les arguments de M. Greenwood sont "débilitants pour un pays comme le Canada qui cherche à renforcer les normes de

droits humains internationaux et qui souhaite que les gouvernements soient plus responsables et transparents".

Le 3 mai, le gouvernement du Canada a annoncé avoir conclu avec les autorités afghanes une entente visant la protection des détenus qui leur sont transférés. M. Greenwood estime dans son avis que cette entente "est parmi les plus ambitieuses jamais négociées".

La vie et rien d'autre

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.01
SECTION: Forum
PAGE: A30
BYLINE: Roy, Mario
WORD COUNT: 497

Qari Yousef Ahmadi aurait voulu donner raison à Maxime Bernier qu'il n'aurait pas fait mieux. Hier, celui qui agit comme agent de relations publiques pour les talibans a en effet crié victoire après le dénouement de l'affaire des otages sud-coréens. Il a ajouté: " Nous ferons la même chose avec les autres alliés occupant l'Afghanistan parce que ça marche! " La veille, Bernier, depuis à peine 15 jours ministre des Affaires étrangères, avait déclaré que le Canada, lui, ne négocie pas avec les preneurs d'otages, " puisque cela ne conduit qu'à d'autres actes terroristes ".

Des 23 missionnaires sud-coréens capturés le 19 juillet, deux ont été tués et les autres graduellement relâchés. En plus de décréter le retrait de ses militaires et de ses prosélytes religieux, Séoul aurait versé 2 millions US\$ aux talibans, selon plusieurs sources.

Le mot-clé est donc: ça marche.

Comme le Canada, la majorité des pays occidentaux jurent qu'ils ne négocient ni ne paient. Pourtant, tous le font.

Selon une enquête du Time publiée il y a un an, il est à peu près avéré que, malgré leurs dénégations, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Turquie, la Roumanie, la Suède et la Jordanie, en plus de compagnies privées américaines, ont bel et bien payé pour obtenir, en Irak, la libération de leurs ressortissants ou employés le total des " paiements " dépassant les 45 millions! De sorte que, dans ce pays, l'enlèvement est devenu une véritable activité industrielle: on y fait 30 otages par jour en moyenne, la plupart irakiens et victimes de gangs criminels qui parfois les " revendent " à des groupes militants!

Sur le plan des principes, Maxime Bernier a donc parfaitement raison.

Mais, en pratique, que ferait le gouvernement Harper si les talibans s'emparaient de 23 citoyens canadiens et, au fil des jours, se mettaient à les égorger un par un – en mettant peut-être ces scènes en ligne sur internet?

Le Canada se trouverait alors instantanément plongé dans le plus cruel dilemme que peut présenter une guerre asymétrique. Celle entre, d'une part, un État démocratique ultimement géré par une opinion publique dont les valeurs les plus sensibles sont le respect de la vie et la non-violence; d'autre part, des groupes organisés qui n'analysent la conquête et l'exercice du pouvoir qu'en termes de force disponible, et non d'opinion. En plus de subordonner la vie humaine – y compris la leur – au concept de sacrifice et de martyr. La partie est évidemment inégale. Et la réalité est que, depuis le début de la crise des otages sud-coréens, les talibans ont recommencé à donner des conférences de presse (pour la première fois depuis qu'ils ont été chassés en 2001). Et compris qu'ils peuvent, à la face du monde et à la barbe du gouvernement élu de Kaboul, négocier directement avec un État étranger.

Accès au pouvoir d'informer et à la " souveraineté ": les fous de dieu ont en effet remporté une victoire.

Pourquoi, alors, ne persévéraient-ils pas dans cette voie?

Un dernier hommage pour les militaires Duchesne et Mercier

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: A4

SOURCE: PC

PHOTO: Reuters

DATELINE: Québec

ILLUSTRATION: Le visage grave, les soldats de Valcartier ont rendu un dernier hommage à l'adjudant–maître Mario Mercier.

WORD COUNT: 396

Les proches et les collègues des militaires Mario Mercier et Christian Duchesne leur ont rendu un dernier hommage, hier, alors qu'étaient célébrées les funérailles des deux hommes morts en mission en Afghanistan.

A la demande de la famille, les médias n'étaient pas admis aux funérailles du caporal–chef Duchesne, qui a péri à l'âge de 34 ans aux côtés de son collègue Mercier, lorsque leur véhicule a heurté une mine le 22 août.

A l'église Saint–Gérard–Magella, dans le secteur Val–Bélair, à Québec, les obsèques de l'adjudant–maître Mercier, 43 ans, ont été marquées par des témoignages émouvants.

Sa fille Myriame l'a remercié pour tout ce qu'il avait fait pour elle, pour sa mère, Lucie, et pour Maude et Simon, sa soeur et son frère.

"Tu étais toujours le premier à nous encourager. (...) Tu nous as transmis les plus belles valeurs que nous pouvions souhaiter posséder. Bravo papa, nous t'aimons, tu es notre héros à tous", a témoigné l'aînée de la famille.

Puis un frère d'armes, l'adjudant–maître Stéphane Bergeron, a salué les grandes qualités du disparu, la voix étranglée par les sanglots. "Mario était pour moi et pour bien d'autres beaucoup plus qu'un collègue de travail. C'était un papa en or, un mari attentionné, un grand ami. Tu vas nous manquer; tu vas me manquer; on t'oubliera pas", a–t–il dit péniblement, incapable de refouler ses larmes.

A l'extérieur de l'église, un autre collègue, l'adjudant Justin Morneau, a accepté de rencontrer les journalistes pour expliquer à quel point Mario Mercier était apprécié de ses confrères.

"Mario était toujours là pour nous, beau temps, mauvais temps, c'était un travailleur acharné et exceptionnel et il prenait le temps pour nous aider. On se sentait important avec lui", a–t–il dit.

Visiblement émus, la ministre du Patrimoine, Josée Verner, et le ministre de la Santé du Québec, Philippe Couillard, ont assisté à la cérémonie, ainsi que le lieutenant–gouverneur Pierre Duchesne.

En ce qui concerne le caporal–chef Duchesne, la cérémonie funèbre s'est déroulée dans l'intimité.

L'homme originaire de Montréal, technicien médical des services de santé, était aussi père de trois enfants et comptait 14 années d'expérience dans l'armée canadienne.

L'officier des affaires publiques Mathieu Dufour soutient que les témoignages d'appui se multiplient depuis que trois militaires de la base de Valcartier (le premier étant Simon Longtin) ont perdu la vie dans la région de Kandahar.

"On est extrêmement surpris. On a des fleurs à l'entrée de la base, il n'y a pas un soir qui passe sans que l'on se fasse arrêter dans la rue par des gens qui nous témoignent leur sympathie", a-t-il raconté.

FUNÉRAILLES

SOURCETAG 0709010117

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.01

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 7

ILLUSTRATION: 1. PHOTO PC Le drapeau canadien recouvrait le cercueil del'adjudant–maître Mario Mercier. 2. PHOTO PC La veuve de Mario Mercier, Lucie Ardouin, reçoit l'unifolié des mains d'un officier. 3. PHOTO PC De nombreux militaires ont escorté la dépouille de Mario Mercier.

WORD COUNT: 11

!@MOTSCLES=SOLDATS MORTS EN DEVOIR– AFGHANISTAN

UN PEU DE COURRIER

SOURCETAG 0709010116
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.01
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 6
ILLUSTRATION: 1. PHOTO LE JOURNAL Pour la population de Kandahar, une des préoccupations majeures est la sécurité.
BYLINE: CAPORAL–CHEF MARTIN FORGUES
COLUMN: LETTRES D'AFGHANISTAN
WORD COUNT: 577

Déjà presque un mois que j'écris cette chronique, et les commentaires que vous m'envoyez sont très nombreux.

Positifs pour la plupart, quelques–uns critiques envers la mission, mais jamais encore envers les troupes. Pour ça, je vous remercie beaucoup, chers lecteurs, et, croyez–moi, votre soutien ne passe pas inaperçu ici. Beaucoup d'entre vous communiquent avec moi par le biais de mon blogue sur Espace Canoë, et je lis vos commentaires chaque jour.

Parmi les différentes lettres, quelques questions m'ont été posées, et je prendrai le temps ici d'y répondre.

SI J'ÉTAIS AFGHAN...

Un lecteur m'a demandé il y a quelques semaines: "Si tu étais un Afghan, quelle aide voudrais– tu recevoir de la part de la communauté internationale? "

Excellente question, bien sûr. Cependant, c'est difficile d'y répondre franchement, puisque je ne suis pas Afghan et que je n'ai passé ici qu'un maigre mois et demi jusqu'à maintenant. Par contre, mes observations, combinées aux nombreuses conversations que j'ai pu avoir avec des Afghans, me permettent de répertorier au moins quatre éléments.

Pour la population de Kandahar, une des préoccupations majeures est la sécurité. Plus de trois décennies de guerre et d'occupation ininterrompues ayant ravagé la région, il est difficile pour la population locale de satisfaire ses besoins les plus rudimentaires, donc l'aide internationale est indispensable. Malheureusement, la présente insurrection talibane freine ces efforts et les autorités locales n'ont pas encore la force nécessaire pour repousser les insurgés. C'est pourquoi nous travaillons à leurs côtés, afin de les appuyer le temps qu'ils acquièrent les moyens de prendre en main la dure tâche de stabiliser la région.

Également, l'électricité et l'eau potable se font rares dans la ville. Plusieurs fois par semaine, le courant est coupé et seuls les privilégiés possédant une génératrice peuvent jouir de l'électricité de façon permanente. En ce qui a trait à l'eau, elle est très polluée par des déchets de toutes sortes. Des programmes d'épuration d'eau sont d'ailleurs en chantier à quelques endroits, mais il y a du pain sur la planche (ou, plutôt, de l'eau dans le moulin).

Finalement, ils veulent avoir confiance en leurs institutions politiques. Pour se remettre en contexte, il faut se rappeler que le paysage politique de l'Afghanistan a été très malléable durant les dernières années, ce qui l'a

rendu complexe. Talibans et chefs de guerre ont succédé aux Soviétiques. Certains d'entre eux ont choisi d'abandonner la lutte armée et embrassé le processus politique, mais leurs actions passées ont rendu la population peu réceptive à leur message. Un de nos interprètes, Abdul, est d'ailleurs membre d'une organisation dont le but est de rapprocher les Afghans de leurs élus en tentant de faire abstraction de la période entre le passé et le présent.

QUE FAIRE POUR AIDER LES FAMILLES ?

La question qui est revenue le plus souvent concerne le soutien aux familles de militaires. Plusieurs d'entre vous voudraient aider les conjoints et enfants de celles et ceux qui sont déployés avec moi. Certains ont proposé de s'impliquer directement avec les familles. Ce vent de générosité souffle jusqu'ici, croyez-moi.

La meilleure façon d'aider à laquelle je puisse penser est de contacter le Centre de la famille Valcartier (adresse ci-dessous) afin de connaître les options. Même si vous n'êtes pas de la région de Québec, ils sauront vous référer à un centre local.

Voilà. Je vous invite à me poser davantage de questions via l'adresse courriel de ma chronique ou via Espace Canoë. Il me fera plaisir de répondre régulièrement en direct de cette tribune.

Centre de la Famille Valcartier: <http://www.crfmv.com/> Mon espace blog : <http://espace.canoe.ca/CaporalMForgues/blog/>

DERNIER ADIEU AUX 2 SOLDATS DE VALCARTIER

SOURCETAG	0709010115
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.09.01
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	6
ILLUSTRATION:	1. PHOTO D'ARCHIVES Mario Mercier 2. PHOTO D'ARCHIVES Christian Duchesne
WORD COUNT:	366

QUÉBEC -- (PC) Les proches et collègues des militaires Mario Mercier et Christian Duchesne leur ont rendu un dernier hommage, hier, alors qu'étaient célébrées les funérailles des deux hommes décédés en mission en Afghanistan.

À la demande de la famille, les médias n'étaient pas admis aux funérailles du caporal-chef Duchesne, qui a péri à l'âge de 34 ans aux côtés de son collègue Mercier, lorsque leur véhicule a heurté une mine le 22 août, dans le sud du pays.

A l'église Saint-Gérard-Magella, dans le secteur Val-Bélair, à Québec, les obsèques de l'adjudant- maître Mercier, 43 ans, ont été marquées par des témoignages émouvants.

Sa fille Myriame l'a remercié pour tout ce qu'il avait fait pour elle et les autres membres de sa famille, sa mère Lucie, sa soeur Maude et son frère Simon.

"Tu étais toujours le premier à nous encourager. (...) Tu nous as transmis les plus belles valeurs que nous pouvions souhaiter posséder, bravo papa, nous t'aimons, tu es notre héros à tous", a témoigné l'aînée de la famille.

Grandes qualités

Puis, un frère d'armes, l'adjudant- maître Stéphane Bergeron, a salué les grandes qualités du disparu, la voix étranglée par des sanglots.

"Mario était pour moi et pour bien d'autres beaucoup plus qu'un collègue de travail. C'était un papa en or, un mari attentionné, un grand ami. Tu vas nous manquer; tu vas me manquer; on t'oubliera pas", a-t-il dit péniblement, en ne pouvant retenir ses larmes.

À l'extérieur de l'église, un autre collègue, l'adjudant Justin Morneau, a accepté de rencontrer les journalistes pour expliquer à quel point Mario Mercier était apprécié de ses confrères.

"Mario était toujours là pour nous, beau temps, mauvais temps, c'était un travailleur acharné et exceptionnel et il prenait le temps pour nous aider. On se sentait important avec lui", a-t-il dit.

L'adjudant- maître Mercier servait dans les Forces armées depuis plus de 20 ans et avait déjà été déployé à l'étranger dans le passé, en ex-Yougoslavie à deux reprises, à Haïti et en Afghanistan.

Christian Duchesne

En ce qui concerne le caporalchef Duchesne, la cérémonie funèbre s'est déroulée dans l'intimité.

L'homme originaire de Montréal, technicien médical des services de santé, était aussi père de trois enfants et comptait 14 années d'expérience au sein de l'armée canadienne.

L'officier des affaires publiques Mathieu Dufour soutient que les témoignages d'appui se multiplient depuis que trois militaires de la base de Valcartier (le premier étant Simon Longtin) ont perdu dans la région de Kandahar. !@MOTSCLES=MORTS EN AFGHANISTAN; ROYAL 22E

AIDE POUR L'AFGHANISTAN

SOURCETAG 0709010054
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.01
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 21
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 110

FAIRE LE SUIVI EST UN DÉFI

OTTAWA -- (PC) Un important changement dans la gestion des fonds d'aide, qui transitent maintenant par des réserves multinationales, soulève des inquiétudes sur la façon dont Ottawa peut assurer le suivi de ses dépenses à l'Afghanistan, affirme un vérificateur fédéral. Paul Morse, membre de l'équipe de la vérificatrice générale Sheila Fraser, dit qu'il est difficile de retracer l'argent destiné à l'aide une fois qu'il a été consolidé avec les dons de plusieurs autres pays. "Je veux dire, nous ne savons même pas comment nous pourrions en faire la vérification", a indiqué M. Morse lors d'un entretien.

SINISTRÉS NÉGLIGÉS

SOURCETAG 0709010053
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.01
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 20
BYLINE: MICHEL VASTEL COLLABORATION SPÉCIALE
WORD COUNT: 238

La reconstruction de l'Afghanistan est, et de loin, la première priorité du gouvernement fédéral. En plus du programme original d'un milliard de dollars sur dix ans – cent millions par année –, l'Agence canadienne de développement international a débloqué une somme supplémentaire de 150 millions en février dernier. Et cette semaine, la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda – celle qui n'avait pas un sou pour les festivals quand elle était au Patrimoine! –, a trouvé une autre somme de 45 millions pour des programmes de santé publique. 100 plus 150 plus 145 égale la coquette somme de 395 millions.

ZÉRO

Depuis la mi-août, les gens de Rivière-au-Renard, qui ont subi des pertes de l'ordre de la dizaine de millions de dollars, attendent un beau geste d'Ottawa. Pour l'instant, c'est zéro. Il faut croire que Jean-Pierre Blackburn, ministre du Développement économique pour les régions du Québec, ou Lawrence Cannon, lieutenant politique des conservateurs au Québec, ont moins d'influence à Ottawa que Bev Oda.

Le plus choquant, c'est qu'Ottawa a perdu la trace de plusieurs millions de dollars gaspillés en voyages de fonctionnaires et en contrats de consultation ou, pire encore, détournés par des chefs corrompus de l'Afghanistan. Les gens de Rivière-au-Renard, eux, sauraient quoi faire de ces millions de dollars. Ils n'en demandent d'ailleurs que cinq... !@MOTSCLES=RIVIÈRE-AU- RENARD

LES OTAGES DE RETOUR LA POLÉMIQUE EST ENGAGÉE

SOURCETAG 0709010040
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.01
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 14
ILLUSTRATION: 1. PHOTO AFP Deux des otages sud-coréens à leur arrivée à Dubaï.
BYLINE: AFP
DATELINE: KABOUL
WORD COUNT: 387

KABOUL -- (AFP) Les 19 ex-otages sud-coréens des talibans ont quitté l'Afghanistan hier pour Dubaï, au lendemain de la libération des derniers d'entre eux après six semaines de captivité, grâce à un accord entre Séoul et les islamistes qui a commencé à susciter réserves et critiques.

Les premières sont venues des autorités afghanes.

"Le gouvernement afghan a permis ces négociations sur des bases purement humanitaires ", a martelé le porte-parole de la présidence afghane, Homayun Hamidzada, en insistant bien, auprès de l'AFP, sur le fait que Kaboul n'y avait pas participé.

"Quand, de l'extérieur, l'impression est donnée que la communauté internationale et le gouvernement afghan cèdent au chantage, il s'agit d'un message très dangereux ", avait estimé dès jeudi le ministre afghan des Affaires étrangères, Rangin Dadfar Spanta.

Les autorités sud-coréennes ont aussitôt insisté sur le caractère humanitaire de l'accord, alors que des voix s'élèvent en Afghanistan, mais aussi à l'étranger, ou dans la presse, pour évoquer l'hypothèse d'une rançon. Le quotidien nippon Asahi Shimbun a ainsi affirmé que Séoul avait déboursé 2 millions de dollars.

Pas de rançon

Séoul et les talibans ont catégoriquement démenti le versement de toute rançon en échange des 19 chrétiens évangélistes.

L'accord a simplement consisté, selon Séoul, à réaffirmer un engagement que la Corée du Sud avait pris bien avant la prise d'otages: le retrait, avant la fin de l'année, de son petit contingent de 200 soldats au sein des forces internationales en Afghanistan. Et Séoul a aussi réitéré, dans l'accord, l'interdiction faite à ses ressortissants missionnaires chrétiens de se rendre en Afghanistan, ce qu'elle avait déjà fait au début de la prise d'otages.

"De telles négociations, même lorsqu'elles n'aboutissent pas, ne font que mener à d'autres actes terroristes", s'est emporté le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, dont le pays a dépêché quelque 2500 militaires en Afghanistan.

Même son de cloche du côté de Berlin, qui a réaffirmé son refus de toute négociation avec les islamistes,

même si l'un de ses citoyens, Rudolf Blechschmidt, 62 ans, est retenu en otage depuis plus de six semaines par les talibans. "Les otages sud-coréens ont été relâchés, mais la politique du gouvernement allemand reste la même", déclarait mercredi à Tokyo la chancelière Angela Merkel.

Les 19 Sud-Coréens libérés se sont réunis tard jeudi pour la première fois depuis six semaines, avec beaucoup d'émotion, d'autant qu'ils n'ont appris qu'à cette occasion l'exécution de deux des leurs.

Question Canoë

Le Canada a-t-il raison de condamner le marchandage avec les talibans?

ÉCRIVEZ-NOUS : opinionsjdm.

APPELEZ-NOUS: Mtl:(514) 529-1177 Ext: 1 888 767-6161 !@MOTSCLES=AFGHANISTAN --
TALIBANS

TOLOTV FAIT SON CHEMIN EN AFGHANISTAN

SOURCETAG 0708301657

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.01

EDITION: Final

SECTION: News

PAGE: 27

ILLUSTRATION: 1. Photo AP Les talibans, qui avaient banni la télévision de 1996 à 2001, ont maintenant recours à Tolo TV pour rendre publiques leurs revendications lors de prises d'otages.

WORD COUNT: 330

Pour rendre publiques leurs revendications lors de prises d'otages, les talibans ont recouru à Tolo TV, une chaîne de télévision privée très populaire qui tente de trouver son chemin entre le modernisme des chaînes occidentales et la tradition afghane et musulmane.

En diffusant la semaine dernière une vidéo de l'ingénieur allemand Rudolf Blechschmidt, après celle de l'employée allemande d'une ONG enlevée à Kaboul par des bandits puis libérée 36 heures plus tard par la police, Tolo TV entend marcher dans les pas des grands networks.

Pour décider de diffuser ou non de telles images, "la politique de Tolo TV s'apparente davantage aux normes internationales pratiquées par les chaînes telles que la BBC", c'est-à-dire seulement si elles ne sont pas susceptibles de choquer un large public, affirme le propriétaire de la chaîne, Saad Mohseni, interrogé par l'AFP.

"La cassette a été déposée devant l'un de nos bureaux régionaux", assure, sans préciser lequel, le magnat australo-afghan de la presse en Afghanistan, qui a lancé sa chaîne avec le soutien financier de l'Agence américaine d'aide au développement (USAID), laquelle pourrait ne pas voir d'un bon oeil la publicité faite aux talibans.

LA PLUS REGARDÉE

Créée en 2004, Tolo, "Lever du soleil" en dari, est aujourd'hui considérée comme la plus regardée parmi la dizaine de chaînes opérant dans le pays, dont une seule publique, depuis la chute du régime des talibans en 2001.

Sa popularité lui vient de programmes d'information copiés sur le modèle des chaînes occidentales. Nerveux, fournis et bien informés, notamment auprès des rebelles talibans, avec lesquels elle entretient des contacts suivis. Ceux-là mêmes qui avaient banni la télévision, les photographies et la musique de 1996 à 2001...

Ses talk-shows à la manière américaine traitent beaucoup des complexités de la politique de ce pays multiculturel, avec des débats pas toujours tendres pour le pouvoir du président Hamid Karzaï.

Mais elle séduit surtout par ses programmes de variétés à la manière de MTV, beaucoup de vidéoclips locaux, régionaux, arabes et occidentaux, suivis avec avidité par une population privée de musique sous l'ère des talibans.

Parcours du combattant

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.01
SECTION: A lire
PAGE: A15
SOURCE: Collaboration Spéciale
BYLINE: Magny, André
WORD COUNT: 348

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le récit de Martin Petit, *Quand les cons sont braves*, arrive à point nommé.

Pas sûr cependant que les gradés de Valcartier auraient aimé que leurs sous-fifres, qui ont récemment mis le cap vers l'Afghanistan, emportent avec eux le bouquin de l'ex-fantassin du deuxième bataillon du Royal 22e, qui raconte ici son parcours dans l'armée canadienne.

Empruntant le titre de son livre à une chanson de Georges Brassens, Martin Petit nous fait découvrir de l'intérieur l'univers d'un simple soldat volontaire, motivé par "le goût du risque, de l'action, de l'expérience", qui a connu la deuxième guerre du Golfe, ainsi que les opérations en Somalie et en ex-Yougoslavie.

Règlement de comptes, cet ouvrage? Oui et non. D'un côté, Petit ne fait pas de cadeau à l'armée canadienne, en particulier en ce qui concerne la condescendance de certains gradés à l'égard des troupes, des tours de passe-passe qu'ils ont pour s'en sortir "plus blancs que blancs". Certains agissements de militaires sont particulièrement inconcevables, tel cet adjudant-maître qui somme Petit de ne jamais plus recommencer "cette épouvantable sottise", soit celle de... lire, histoire de s'ouvrir l'esprit. L'auteur s'en prend aussi au sentiment anti-francophone qui anime les forces armées canadiennes. D'un autre côté, l'auteur se montre en général solidaire de ses anciens compagnons d'armes et ne cache pas les problèmes qu'il a eus avec l'alcool et la drogue lors de son passage au Royal 22e.

Mais au-delà des anecdotes, des scènes de beuverie, qui alourdissent parfois le texte, Martin Petit réussit à ouvrir les yeux du lecteur sur les causes entraînant le syndrome de stress post-traumatique. Quand il parle "de la chasse aux nè-gres" à Mogadiscio, de ces Somaliens que des soldats attiraient vers le camp avec de la nourriture pour mieux leur tirer dessus, des manquements au code criminel canadien, des mines, des snipers en Bosnie, on se demande vraiment si la vie intéresse l'armée canadienne.

Quand les cons sont braves – Mon parcours dans l'armée canadienne, Martin Petit,

VLB éditeur, 260 pages

Le Canada embauche un Britannique pour défendre la mission afghane

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.01
SECTION: Actualités
PAGE: 39
SOURCE: PC
WORD COUNT: 489

Le Canada a embauché un chercheur international controversé pour faire valoir que les soldats canadiens n'ont aucune obligation d'accorder à leurs détenus afghans des droits juridiques similaires à ceux en vigueur au pays.

Christopher Greenwood, qui enseigne le droit international à la London School of Economics, a soumis à la mi-août un avis juridique à la Cour fédérale, qui étudie une demande d'Amnistie Internationale de bloquer la remise de prisonniers à des responsables afghans par les soldats canadiens.

M. Greenwood avait écrit en 2002, à la demande du gouvernement britannique, un avis juridique intitulé *The Legality of Using Force Against Irak*. Il en venait à la conclusion qu'une invasion était justifiée par une résolution adoptée en 1990 par le Conseil de sécurité des Nations unies et par le droit à l'autodéfense du Royaume-Uni, si le pays pouvait démontrer l'imminence d'une attaque irakienne.

Son opinion différait apparemment de celle des avocats du ministère britannique des Affaires étrangères, le Foreign Office, et de celle de plusieurs autres experts en droit international. Il a été révélé en 2005 que M. Greenwood avait reçu plus de 100 000 \$CAN du gouvernement de Tony Blair pour ses conseils juridiques au sujet de l'Irak.

L'avis juridique de 34 pages soumis par M. Greenwood à la Cour fédérale du Canada, en date du 14 août, aurait été préparé à la demande du chef d'état-major de l'armée canadienne, le général Rick Hillier. Le ministère de la Défense n'a pas immédiatement répondu à des questions portant sur les honoraires de M. Greenwood, ni sur les raisons pour lesquelles la tâche lui avait été confiée.

La porte-parole du Nouveau Parti démocratique en matière de défense, Dawn Black, estime toutefois que le gouvernement conservateur a choisi de faire fi de toute l'expertise juridique disponible au pays pour plutôt recruter un "expert de la droite qui a mauvaise réputation".

"Le professeur Greenwood a accepté de justifier la décision du gouvernement Blair d'aller en Irak, a-t-elle dit. Maintenant, les conservateurs [...] essaient d'utiliser Greenwood pour justifier leur politique désastreuse de gestion des prisonniers."

Dans son avis, M. Greenwood écrit que la demande d'Amnistie – qui vise à contraindre les militaires canadiens à offrir un hébergement sécuritaire et une représentation juridique aux détenus afghans – "s'appuie sur une série de méprises graves concernant le droit international".

Puisque le Canada est en Afghanistan en vertu d'un mandat de l'ONU, fait-il valoir, ses obligations en vertu de traités internationaux ne s'appliquent plus.

Le secrétaire général du chapitre canadien d'Amnistie Internationale, Alex Neve, a déclaré que les arguments de M. Greenwood sont "débitants pour un pays comme le Canada qui cherche à renforcer les normes de droits humains internationaux et qui souhaite que les gouvernements soient plus responsables et transparents".

Le 3 mai, le gouvernement du Canada a annoncé avoir conclu avec les autorités afghanes une entente visant la protection des détenus qui leur sont transférés. M. Greenwood estime dans son avis que cette entente "est parmi les plus ambitieuses jamais négociées".

Dernier hommage aux militaires Duchesne et Mercier

PUBLICATION: Le Droit

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: 39

SOURCE: PC

PHOTO: Le Soleil

DATELINE: Québec

ILLUSTRATION: Funérailles hier du soldat Mario Mercier à l'église Saint-Gérard-Majella à Val-Bélair.

WORD COUNT: 344

Les proches et collègues des militaires Mario Mercier et Christian Duchesne leur ont rendu hier un dernier hommage alors qu'étaient célébrées les funérailles des deux hommes décédés en mission en Afghanistan.

A la demande de la famille, les médias n'étaient pas admis aux funérailles du caporal-chef Duchesne, qui a péri à l'âge de 34 ans aux côtés de son collègue Mercier, lorsque leur véhicule a heurté une mine le 22 août, dans le sud du pays.

A l'église Saint-Gérard-Majella, dans le secteur Val-Bélair, à Québec, les obsèques de l'adjudant-maître Mercier, 43 ans, ont été marquées par des témoignages émouvants.

Sa fille Myriame l'a remercié pour tout ce qu'il avait fait pour elle et les autres membres de sa famille, sa mère Lucie, sa soeur Maude et son frère Simon. "Tu étais toujours le premier à nous encourager. [...] Tu nous as transmis les plus belles valeurs que nous pouvions souhaiter posséder, bravo papa, nous t'aimons, tu es notre héros à tous", a témoigné l'aînée de la famille. Puis, un frère d'armes, l'adjudant-maître Stéphane Bergeron, a salué les grandes qualités du disparu, la voix étranglée par des sanglots. "Mario était pour moi et pour bien d'autres beaucoup plus qu'un collègue de travail. C'était un papa en or, un mari attentionné, un grand ami. Tu vas nous manquer ; tu vas me manquer ; on t'oubliera pas", a-t-il dit péniblement, en ne pouvant refouler ses larmes.

A l'extérieur de l'église, un autre collègue, l'adjudant Justin Morneau, a accepté de rencontrer les journalistes pour expliquer à quel point Mario Mercier était apprécié de ses confrères. "Mario était toujours là pour nous, beau temps, mauvais temps, c'était un travailleur acharné et exceptionnel et il prenait le temps pour nous aider. On se sentait important avec lui", a-t-il dit.

Visiblement émus, la ministre du Patrimoine Josée Verner et le ministre de la Santé du Québec, Philippe Couillard, ont assisté à la cérémonie, ainsi que le lieutenant-gouverneur Pierre Duchesne.

L'adjudant-maître Mercier servait dans les Forces depuis plus de 20 ans et avait déjà été déployé à l'étranger.

Afghanistan : difficile de retracer l'argent de l'aide canadienne

PUBLICATION: Le Droit

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: 39

SOURCE: PC

ILLUSTRATION: L'aide monétaire canadienne est difficilement vérifiable en raison d'agences multidonateurs et d'un important niveau de corruption en Afghanistan.

WORD COUNT: 474

Un important changement dans la gestion des fonds d'aide, qui transitent maintenant par des réserves multinationales, soulève des inquiétudes sur la façon dont Ottawa peut assurer le suivi de ses dépenses à l'Afghanistan, affirme un vérificateur fédéral.

Paul Morse, membre de l'équipe de la vérificatrice générale Sheila Fraser, dit qu'il est difficile de retracer l'argent destiné à l'aide une fois qu'il a été consolidé avec les dons de plusieurs autres pays.

"Je veux dire, nous ne savons même pas comment nous pourrions en faire la vérification", a indiqué M. Morse lors d'un entretien.

Quant aux responsables de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), "ils ne savent pas vraiment comment ils peuvent rapporter quelle utilisation" est faite de leurs contributions, a-t-il ajouté.

Selon le vérificateur, il s'agit d'une inquiétude partagée par d'autres pays à travers le monde.

Ces craintes ont été soulignées de nouveau cette semaine par la publication d'un rapport d'un groupe d'étude politique international, le Senlis Council. Ce groupe a noté une absence de preuves flagrante permettant de vérifier que l'argent canadien est bien attribué au principal hôpital de Kandahar ou à un des plus grands camps de réfugiés de la région.

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a affirmé que les plus d'un milliard de dollars qui seront dépensés en aide en Afghanistan d'ici 2011 iront à des partenaires expérimentés sur le terrain, qui devront répondre de l'utilisation de l'argent dans des rapports publics réguliers. L'argent est dédié à des centaines de projets, allant de prêts à des petites entreprises à de nouvelles écoles, au forage de puits et à la construction de ponts.

Le site Internet de l'ACDI fait part de rigoureuses mesures pour superviser les dépenses.

Mais en raison du "contexte (du travail) en Afghanistan" – notamment avec un important niveau de corruption et des difficultés économiques – "ni l'ACDI ni aucun autre donateur ne peut éliminer entièrement les risques", y écrit l'organisme.

Le premier ministre Stephen Harper et son équipe conservatrice ont souvent insisté pour dire que la mission en Afghanistan n'est pas que militaire mais aussi humanitaire.

Quatre-vingt pour cent de l'argent canadien – soit environ 139 millions \$ pour cette année – s'y rend par le biais de programmes supervisés par des agences multidonateurs comme la Banque mondiale ou le Programme

des Nations unies pour le développement.

Le 1er avril dernier, le Conseil du Trésor a approuvé de nouvelles directives et conditions pour les bourses et les contributions de l'ACDI, a indiqué M. Morse.

"Celles-ci permettent définitivement de faire une plus grande utilisation des bourses et de travailler beaucoup plus par le biais des institutions multilatérales que par le passé."

La vérificatrice générale avait fait part de certaines inquiétudes en 2005 à propos de l'augmentation marquée du recours aux bourses pour financer les projets d'aide.

"Nous craignons qu'en omettant d'évaluer l'incidence de ce recours sur les résultats attendus, l'ACDI renonce dans une certaine mesure au contrôle et à la surveillance qu'elle doit exercer sur la façon dont les bénéficiaires dépensent les sommes versées", avait alors indiqué le bureau de Mme Fraser.

Une idée pour l'Afghanistan

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.01
SECTION: Forum
PAGE: 16
BYLINE: Jury, Pierre
WORD COUNT: 628

Amorcée en août 2005, la mission canadienne en Afghanistan a pris un tournant au pire lorsque nos troupes ont assumé la responsabilité du territoire miné de Kandahar. Depuis, les morts s'accumulent (70 soldats, 1 diplomate) et d'un peu partout au Canada, mais particulièrement au Québec, des appels fusent pour rapatrier nos quelque 2500 hommes et femmes sur le terrain. Le Nouveau parti démocratique s'est depuis le départ positionné en faveur d'un retrait immédiat des troupes canadiennes.

A quelques reprises, Le Droit a refusé d'entériner cette position. L'appel convainquant du président Hamid Karzaï, plusieurs témoignages sur le terrain d'Afghans, de Canadiens et d'étrangers ainsi qu'un sentiment certain de vouloir contribuer à la construction d'une société plus juste au Moyen-Orient nous ont convaincus que l'effort militaire et humanitaire en Afghanistan en valait la peine et le risque.

Mais voilà, la partie humanitaire du travail canadien en Afghanistan semble trop souvent passer au second plan, lorsqu'on en parle. Semaine après semaine, nous reviennent des images de soldats vêtus de vestes pare-balles, casqués et mitraillettes à la main. Du travail de reconstruction de la société afghane, on ne parle que lorsqu'un dignitaire canadien passe dans les environs. Lors de la visite de la ministre Josée Verner, en avril dernier, elle a bien plus parlé, d'ailleurs, de l'importance du microcrédit, des initiatives de développement du marché du travail, etc. Elle a rappelé que son gouvernement avait d'abord promis 100 millions \$ par an pour cinq ans pour la reconstruction de l'Afghanistan. Le premier ministre Stephen Harper a annoncé 200 millions \$ de plus pour les deux prochaines années.

La partie militaire, elle, coûte bien plus cher, rappelait encore hier Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois à l'occasion d'une rencontre éditoriale au quotidien Le Droit. Si le Canada investit 300 millions \$ par an en Afghanistan, la mission militaire, elle, a coûté 1,8 milliard \$ depuis 2001.

Ce déséquilibre entre le coût des armes et le coût de la reconstruction, voilà qui agace une majorité de Canadiens, et encore davantage de Québécois.

Le gouvernement Harper a épuisé une bonne partie de son capital de sympathie lorsqu'il défend ses décisions à propos de l'Afghanistan. Sa sympathie évidente pour les Forces canadiennes le rend automatiquement suspect lorsqu'il parle de reconstruction. Il sonne faux.

Pour superviser et coordonner l'aide humanitaire en Afghanistan, M. Duceppe avait lancé, en janvier dernier, l'idée de "nommer un haut représentant de l'ONU avec des pouvoirs réels et forts, inspiré de ce qui s'est fait en Bosnie et au Kosovo". Le chef du Bloc a réitéré ce projet devant Le Droit, hier.

Cette proposition a du bon. Aux yeux des Canadiens, elle redonnerait de la crédibilité aux messages officiels qui émanent de l'Afghanistan. Les chances sont que la population afghane accepterait davantage une aide onusienne.

Faisons circuler l'idée. Parlons-en avec des observateurs aguerris. Réfléchissons-y davantage.

Chose certaine, c'est que la population de l'Afghanistan peut profiter de l'aide internationale. Plus les Canadiens auront confiance à la source du message sur notre contribution aux Afghans, plus le gouvernement Harper sera convainquant de son côté.

Vote sur la fusion

Dimanche, la population de Lac-Simon est appelée aux urnes. Les 1397 résidants et villégiateurs doivent se prononcer sur un projet de fusion avec la municipalité voisine de Chénéville.

Les deux conseils municipaux ont déjà approuvé le projet. Mais c'est la population locale qui aura le dernier mot : c'est le propre d'une démocratie. Souhaitons que le long week-end de la fête du Travail favorise une participation forte car c'est la seule clef d'un vote clair. Si la moitié des électeurs, ou plus encore, ne se donnent pas la peine d'exprimer leur opinion, c'est tout le processus qu'il faudra redémarrer à zéro.

Nous vivons en démocratie : profitez-en !

Duceppe fourbit ses armes en Outaouais

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.01
SECTION: Manchette
PAGE: 2
WORD COUNT: 453

Les coffres du Bloc Québécois sont mieux garnis qu'on le croit, assure le chef Gilles Duceppe, qui répète son intention de renverser le gouvernement Harper si le discours du Trône ne confirme pas noir sur blanc le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan pour février 2009.

De passage en Outaouais, hier, dans le cadre de sa tournée estivale, le leader bloquiste a martelé que la rentrée parlementaire se jouerait en trois actes ayant pour thèmes le pouvoir du fédéral de dépenser, l'environnement et la mission afghane.

"On ne sait pas s'il y aura un discours du Trône. Je pense qu'il y a de bonnes chances qu'il y en ait un. Dès lors, il peut y avoir une élection", avertit M. Duceppe, assis à la table éditoriale du Droit. Le chef bloquiste reproche au gouvernement Harper d'avoir "une vision militariste des choses", que ce soit dans le dossier de l'Arctique ou de l'Afghanistan. Il souhaite la tenue d'un débat d'urgence dès la rentrée parlementaire du 17 septembre, question de faire le point sur le rôle militaire et humanitaire du Canada en sol afghan.

"On demande un meilleur équilibre et de dire très clairement que ça se termine en février 2009, donnant le temps à un autre pays de prendre la relève, souligne M. Duceppe. On verra par la suite comment poursuivre l'aide humanitaire.

"Ça n'exclut pas nécessairement qu'il y ait un certain nombre de soldats", poursuit-il, donnant l'exemple d'Haïti ou du Québec lors de la crise du verglas. "Les soldats peuvent participer à des missions humanitaires."

Le chef du Bloc se dit prêt à "assumer les conséquences" s'il décide de ne pas appuyer le discours du Trône. La préparation électorale confiée au député d'Argenteuil–Papineau–Mirabel, Mario Laframboise, va bon train. Trente-et-une assemblées d'investitures ont été tenues, la plate-forme électorale est prête depuis quelques semaines et les concepts publicitaires sont trouvés depuis juin. Quant aux finances du parti ?

"Au 31 décembre dernier, le Bloc avait autant d'argent au Québec que les trois autres partis réunis, soit environ 1,5 million \$, explique M. Duceppe. Il y a présentement 2 millions \$ engrangés dans les comtés à ce jour."

Dans la région de l'Outaouais, seule la circonscription de Pontiac n'a pas de candidat bloquiste en vue des prochaines élections. M. Duceppe dit espérer que l'ex-candidate Christine Émond Lapointe, qui avait terminé deuxième lors du scrutin de janvier 2006, reprendra le collier contre le minis- tre conservateur Lawrence Cannon.

"Je lui ai parlé, dit-il. On verra. Tout dépend quand ça arrive. La dernière fois, ça a été assez chaud dans Pontiac. Je ne tiens rien pour acquis, mais dans les trois comtés de l'Outaouais – et encore plus si on inclut celui de Mario Laframboise – c'est nous qui avons reçu le plus de votes.

Pas facile de faire le suivi des fonds d'aide, selon un vérificateur

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.01
SECTION: Actualités
PAGE: 17
SOURCE: PC
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 349

Un important changement dans la gestion des fonds d'aide, qui transitent maintenant par des réserves multinationales, soulève des inquiétudes sur la façon dont Ottawa peut assurer le suivi de ses dépenses à l'Afghanistan, affirme un vérificateur fédéral.

Paul Morse, membre de l'équipe de la vérificatrice générale Sheila Fraser, dit qu'il est difficile de retracer l'argent destiné à l'aide une fois qu'il a été consolidé avec les dons de plusieurs autres pays.

Quant aux responsables de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), "ils ne savent pas vraiment comment ils peuvent rapporter quelle utilisation" est faite de leurs contributions, a-t-il ajouté.

Selon le vérificateur, il s'agit d'une inquiétude partagée par d'autres pays dans le monde. Ces craintes ont été soulignées de nouveau cette semaine par la publication d'un rapport d'un groupe d'étude politique international, le Senlis Council. Ce groupe a noté une absence de preuves flagrante permettant de vérifier que l'argent canadien est bien attribué au principal hôpital de Kandahar ou à un des plus grands camps de réfugiés de la région.

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a affirmé que les plus d'un milliard de dollars qui seront dépensés en aide en Afghanistan d'ici 2011 iront à des partenaires expérimentés sur le terrain, qui devront répondre de l'utilisation de l'argent dans des rapports publics réguliers. L'argent est dédié à des centaines de projets, allant de prêts à des petites entreprises à de nouvelles écoles, au forage de puits et à la construction de ponts.

Le site Internet de l'ACDI fait part de rigoureuses mesures pour superviser les dépenses. Mais en raison du "contexte (du travail) en Afghanistan, ni l'ACDI ni aucun autre donateur ne peut éliminer entièrement les risques", y écrit l'organisme.

Quatre-vingt pour cent de l'argent canadien – soit environ 139 millions \$ pour cette année – s'y rend par l'entremise de programmes supervisés par des agences multidonateurs comme la Banque mondiale ou le Programme des Nations unies pour le développement.

Le 1er avril, le Conseil du Trésor a approuvé de nouvelles directives et conditions pour les bourses et les contributions de l'ACDI, a indiqué M. Morse.

Coup d'oeil sous la burqa

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.09.01

SECTION: Les grands dossiers

PAGE: 11

BYLINE: Normandin, Pierre-André

PHOTO: Photo Afp – Montage Infographique Le Soleil

ILLUSTRATION: "Il n'y a rien d'islamique dans la burqa, c'était purement un article de mode importé d'Inde", affirme l'anthropologue Nazif Shahrani, directeur du Centre de recherche sur l'Afghanistan et l'Asie centrale de l'Université d'Indiana.

WORD COUNT: 768

Rangina Hamidi n'avait jamais porté la burqa. Jusqu'à récemment. Depuis un an, la jeune femme s'est astreinte à enfiler ce voile bleu grillagé pour sortir dans les rues de son Kandahar natal. "Avec la détérioration de la sécurité dans la région, je me sens plus en sûreté derrière le voile", avoue-t-elle avec regret.

Élevée aux États-Unis dans une famille de réfugiés, la jeune femme de 29 ans est immédiatement revenue en Afghanistan après l'invasion américaine en 2001 pour aider à reconstruire son pays. Armée des meilleurs intentions, elle a d'abord refusé de porter la burqa afin de poser en exemple au centre de femmes qu'elle dirige depuis à Kandahar.

Les menaces et la multiplication des attaques contre des collègues l'ont finalement poussée à plier. "Au moins, ça aide à faire de meilleures affaires au marché", ajoute-t-elle sur une note triste, tentant de voir du positif dans une situation la révoltant.

Née alors que les Russes commençaient à envahir son pays, Rangina Hamidi se rappelle peu de la fuite de ses parents en 1981. Reste que son éducation a été fortement empreinte par sa culture pachtoune que ses parents ont refusé de laisser derrière eux.

Et pour elle, la burqa n'a rien d'afghan. Ayant vécu toute sa vie à quelques kilomètres au nord de Kandahar, sa grand-mère a seulement adopté ce voile lorsqu'elle a déménagé au coeur de la ville. Dans son village natal, un simple hijab ne cachant pas le visage était acceptable.

A la mode pachtoune

La burqa dégoûte d'autant plus Rangina Hamidi que le voile a d'abord été introduit en Afghanistan comme un de article mode. A l'origine, les femmes de la monarchie afghane souhaitaient ainsi cacher leur beauté sous cette pièce de tissu.

Peu à peu, les Pachtoune dans les régions rurales l'ont adopté pour faire plus urbaines. C'est seulement à l'arrivée des talibans au milieu des années 90 que le voile grillagé a été imposé, confirme l'anthropologue Nazif Shahrani, directeur du Centre de recherche sur l'Afghanistan et l'Asie centrale de l'Université d'Indiana. "Il n'y a rien d'islamique dans la burqa, c'était purement un article de mode importé d'Inde", affirme cet Afghan d'origine ouzbek.

Les femmes à la maison

L'alphabétisation des Afghanes, et surtout des Pachtoune, est loin d'être aisée pour l'instant. De janvier à juillet, 44 écoles de l'UNICEF ont été attaquées dans le sud du pays.

"Nous éprouvons plus de difficultés dans le sud de l'Afghanistan, non seulement à cause des problèmes de sécurité, mais aussi à cause de certaines résistances culturelles. Certaines personnes utilisent l'islam pour dire de ne pas envoyer les femmes à l'école. Mais l'islam n'est pas contre l'éducation !" rapporte Deguene Fall, responsable des projets de l'UNICEF.

Afin de contrer cette résistance, plusieurs Afghanes acceptent d'accueillir chez elles des centres d'alphabétisation. Cette solution comporte néanmoins d'importants risques. En témoigne une récente visite de Mme Fall à l'une de ces demeures-écoles. "Même si la femme avait l'approbation de son mari, j'ai dû courir pour que les voisins ne me voient pas." Sa peau ébène, une rareté en Afghanistan, aurait eu tôt fait d'éveiller les soupçons.

L'aide internationale à domicile fait des petits à Kandahar. L'ONG Le Trésor de Kandahar que dirige Rangina Hamidi propose d'ailleurs aux femmes de produire des vêtements et divers articles pour la cuisine. Devant l'insécurité régnant et les menaces, impossible de leur demander de se rendre à l'usine. L'organisme doit donc apporter les matériaux directement au domicile de ses 450 employées, puis y retourner pour acheter leur production.

Le tiers d'entre elles sont veuves, mais le reste doit souvent travailler malgré la désapprobation de leur mari. Devant leur pauvreté, plusieurs hommes finissent par piler sur leur orgueil et ferment les yeux sur leurs principes. Mais pas question de toucher à cet argent. "L'avantage de la culture pachtoune, c'est que les maris voient l'argent de leur épouse comme une insulte. Alors ils leur laissent leurs gains, qu'elles peuvent dépenser pour le bien-être de leur famille."

A la croisée de l'histoire

330 av. J.-C.

En pleine conquête de l'Asie, Alexandre Le Grand fonde les trois principales villes du pays, Kaboul, Kandahar et Herat, laissant derrière lui une civilisation gréco-bouddhiste.

VIIe au XIIIe siècles

Divers conquérants arabes introduisent l'islam.

XIIIe siècle

Gengis Khan conquiert le pays et impose une domination mongole.

1747

Le leader pachtoun Ahmad Khan unifie l'Afghanistan.

1839-1842

Afin de contrer l'expansionnisme russe, la Grande-Bretagne lance la première guerre anglo-afghane. Le contingent britannique sera complètement détruit.

1878-1880

Deuxième guerre anglo-afghane. En 1893, la ligne Durand vient séparer l'Afghanistan du Pakistan, divisant en deux les tribus pachtounes.

1919

Troisième guerre anglo–afghane. Épuisée par la Première Guerre mondiale, la Grande–Bretagne accorde l'indépendance à l'Afghanistan. 1979

L'Union soviétique envahit le pays pour y implanter le communisme.

1988

Retrait des Russes après une décennie de jihad.

1996

Les talibans prennent Kaboul et imposent une version sévère de l'islam.

2001

Les États–Unis bombardent puis occupent l'Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

2006

Le Canada prend en charge la sécurité de Kandahar.

Kandahar

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.01
SECTION: Les grands dossiers
PAGE: 10
BYLINE: Normandin, Pierre-André
WORD COUNT: 996

Près de trois ans après avoir patrouillé Kaboul, les soldats de Valcartier se trouvent à nouveau en Afghanistan. Éloignés du gouvernement central, les Pachtouns qui peuplent la province de Kandahar respectent encore un code d'honneur ancestral, le Pachtounwali. Une sorte de système de justice basé sur la vengeance personnelle. Pour mieux comprendre la mission canadienne, Le Soleil part à la rencontre du peuple pachtoun. Salaam Qandahar.

Les Pachtouns ne badinent pas avec leur honneur. Pour venger l'enlèvement de deux filles de son clan, un chef a réduit en cendres le village voisin avec une armée de 4000 guerriers appuyés par de l'artillerie, tuant plus de 80 personnes... dont les deux malheureuses. Convoqué à une jirga, un tribunal tribal, le leader a été condamné à payer 60 000 \$US pour sa réplique jugée excessive.

L'anecdote confiée par le chef réprimandé à l'hebdomadaire londonien The Economist peut sembler extrême, mais elle illustre néanmoins le sérieux avec lequel les Pachtouns défendent leur honneur. Un trait culturel que les soldats canadiens auraient intérêt à mieux comprendre s'ils souhaitent gagner le respect de la population dans le sud de l'Afghanistan, soulignent les nombreux spécialistes interrogés par Le Soleil ces dernières semaines.

Longtemps isolées de tout gouvernement, les tribus peuplant l'Asie centrale ont développé au fil des siècles un système de justice basé sur la vengeance personnelle, le respect de la famille et l'hospitalité aux étrangers. Certes, ce code d'honneur ancestral, baptisé Pachtounwali, n'est plus suivi à la lettre. Reste qu'il marque toujours la culture des Kandaharis.

Peu importe son statut, tout Pachtoun se considère comme l'égal de son voisin. Toute insulte à son honneur doit donc être rendue. Et tout sang versé doit être lavé par le sang, explique Thomas Barfield, un anthropologue de l'Université de Boston à la tête du plus important réseau de recherche sur l'Afghanistan.

"Ne pas chercher vengeance est vu comme un signe de lâcheté, pas seulement de la part de la victime, mais de toute sa famille. La vengeance la plus honorable se fait à visage découvert, mais une embuscade est acceptable si l'auteur revendique publiquement son attaque", précise M. Barfield, qui étudie depuis 35 ans les peuples afghans.

Et le temps n'est pas un problème. Une victime peut patienter des années avant de laver son honneur. L'adage "la vengeance est un plat qui se mange froid" aurait d'ailleurs été emprunté par les Britanniques lors de leurs campagnes militaires en Afghanistan au XIXe siècle.

Le concept de vengeance n'est pas propre aux sociétés tribales, tient toutefois à rappeler Nazif Shahrani, directeur du Centre de recherche sur l'Afghanistan et l'Asie centrale de l'Université d'Indiana. "La réponse des États-Unis aux attentats du 11 septembre 2001 n'est pas tellement différente. Le président Bush a dit qu'il fallait répliquer à une attaque faite contre des Américains. Chez les Pachtouns, c'est la même chose, mais à l'échelle individuelle." Hospitalité

Si le Pachtounwali peut sembler rude, il aurait tout de même contribué à sauver la vie d'au moins un soldat américain. Blessé, le militaire a été recueilli par un berger afghan qui lui a offert l'hospitalité, un autre pilier central de ce code d'honneur ancestral selon lequel tout Pachtoun doit protéger ses invités au péril de sa vie.

Alertés de la présence de l'étranger, les talibans ont bien tenté de capturer l'homme, mais les villageois ont refusé en invoquant leur code d'honneur. Alors que les insurgés assiégeaient le village, le père du berger s'est rendu au plus proche campement américain, mettant en branle une opération de sauvetage.

Selon la journaliste afghano-canadienne Hamida Ghafour, les villageois ont reçu bien peu pour leur peine. Peu après la mission de sauvetage, les Américains ont bombardé le village après avoir reçu des informations comme quoi des talibans y auraient trouvé refuge, tuant 17 personnes, écrit-elle dans son récent livre *The Sleeping Buddha* (Le Bouddha endormi).

Reste que le berger a avant tout voulu respecter le Pachtounwali, refusant même la récompense offerte par le soldat sauvé in extremis. "L'hospitalité supplante la vengeance chez les Pachtouns. Même si un hôte découvre que son visiteur est son ennemi, il ne peut le blesser tant qu'il est sur sa propriété", explique M. Barfield.

La vague de prises d'otages ces derniers mois a d'ailleurs profondément choqué l'ensemble de l'Afghanistan, qui a adopté cette notion d'hospitalité, selon Mirwais Nahzat, qui dirige les Ambassadeurs de la paix pour l'Afghanistan. "Un étranger est considéré comme un invité. L'enlèvement des 23 Coréens est contre la culture afghane", assure ce Kabouli d'origine, réfugié au Canada en 1992.

Perversi par la guerre

Née à Kandahar, Rangina Hamidi a fui l'Afghanistan en 1981 pour y retourner au lendemain de l'invasion américaine de 2001. Élevée aux États-Unis dans la culture pachtoune, cette responsable d'un centre d'aide aux femmes dit avoir retrouvé un Pachtounwali perversi par trois décennies de guerre. "Le système repose sur la jirga, une sorte de tribunal composé d'aînés respectés de toute la communauté. Aujourd'hui, ce sont de stupides guerriers qui font les règles. On ne respecte plus l'expérience, seulement la force", déplore cette Pachtoune.

Cette érosion du Pachtounwali est d'autant plus inquiétante que la jirga a le pouvoir de guerre et de paix. Les aînés peuvent en effet contraindre deux ennemis à cesser les hostilités. Mais surtout, ils peuvent lever des tribus entières pour lancer une guerre sainte. Rien pour faciliter la tâche des 2500 soldats de Valcartier appelés à pacifier la région.

panormandin@lesoleil.com

Les Pachtouns en mots

Pachtounwali Le nom de ce code d'honneur signifie littéralement "être Pachtoun".

Badal oeil pour oeil. Toute insulte doit être réparée par une insulte. Le sang par le sang.

Melmastia Un Pachtoun doit accueillir tout visiteur à bras ouverts et le défendre au péril de sa vie. Même ses ennemis.

Tor La femme est un trésor qu'il faut protéger.

Saz Le prix du sang. Pour éviter une spirale de violence, l'affront d'un meurtre peut être réparé par un montant déterminé par une jirga. Mais attention, demander trop rapidement une réparation en argent peut être perçu comme un signe de faiblesse.

"Tu es notre héros"; Les proches et confrères de l'adjudant-maître Mario Mercier lui rendent un dernier hommage

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.09.01

SECTION: Actualités

PAGE: 9

COLUMN: Afghanistan

BYLINE: Fleury, Élisabeth

PHOTO: photos le soleil, erick labbé

ILLUSTRATION: La famille de l'adjudant-maître Mario Mercier, tué en Afghanistan le 22 août. A l'avant, sa fille cadette, Maude, neuf ans, qui a été infiniment touchante lorsqu'elle est entrée dans l'église en tenant par la main un ours en peluche, clin d'oeil à son père, qui appelait affectueusement ses hommes "mes oursons".; Le cercueil était porté par huit sergents et la haie d'honneur composée de huit adjudants-maîtres.

WORD COUNT: 519

"Nous te remercions pour tout ce que tu as fait pour nous. Merci papa. Nous t'aimons. Tu es notre héros à tous."

C'est avec la voix étranglée par l'émotion que la fille aînée de l'adjudant-maître Mario Mercier, Myriam, 17 ans, a rendu hier un dernier hommage à un père "qui a toujours été là pour nous" et "qui nous a transmis les plus belles valeurs".

A la demande de la famille, les médias n'avaient pas accès à l'intérieur de l'église lors des funérailles militaires de l'adjudant Mario Mercier, qui avaient lieu à l'église Saint-Gérard-Majella, dans le secteur de Val-Bélair. Des haut-parleurs installés à l'extérieur de l'église ont cependant permis aux journalistes d'entendre la cérémonie.

L'adjudant Stéphane Bergeron, confrère d'armes et grand ami du défunt, a littéralement éclaté en sanglots au moment de prendre la parole. "Mario était beaucoup plus qu'un collègue de travail, c'était un chum sur qui on pouvait compter. Tu vas nous manquer. Tu vas me manquer", a-t-il dit avec peine avant de prononcer un douloureux "Je me souviens".

La fille cadette du défunt, Maude, neuf ans, a elle aussi été infiniment touchante lorsqu'elle est entrée dans l'église en tenant par la main un ours en peluche, clin d'oeil à son père, qui appelait affectueusement ses hommes "mes oursons".

Pour le reste, le service protocolaire de l'armée n'avait rien laissé au hasard pour honorer la mémoire d'un militaire qui comptait 23 ans de service dans les Forces. Tout était savamment orchestré et réglé comme du papier à musique.

Le cercueil était ainsi porté par huit sergents – seuls les militaires ayant les grades de caporal et de sergent peuvent porter le cercueil d'un adjudant-maître –, et la haie d'honneur composée de huit adjudants-maîtres. Tant les porteurs du cercueil que les militaires formant la haie d'honneur connaissaient personnellement le défunt.

A la fin de la cérémonie présidée par l'abbé Réjean Lussier, le drapeau qui recouvrait le cercueil de même que le couvre-chef de l'adjum Mercier ont été remis à la famille. Puis, trois salves de tirs à blanc ont retenti.

La ministre fédérale Josée Verner, le ministre québécois Philippe Couillard, le lieutenant-gouverneur du Québec, Pierre Duchesne, de même que le brigadier-général Christian Barabé, commandant du secteur du Québec de la force terrestre, assistaient à la cérémonie. L'ancien militaire Georges Dumont, porte-parole d'un collectif de militaires atteints du syndrome de stress post-traumatique, était également présent aux funérailles. "C'était un grand chum. On a fait des missions ensemble, notamment en ex-Yougoslavie", a expliqué l'ex-sergent de l'armée, qui a connu l'adjum Mercier il y a une quinzaine d'années.

Au sujet du décès tragique de son ami, Georges Dumont a dit que "ça fait partie de la guerre, malheureusement. Il faut être prêt à vivre avec, malgré qu'on ne soit jamais prêt."

Quant aux obsèques du caporal-chef Christian Duchesne, elles se sont déroulées en toute intimité dans le secteur de Sainte-Foy, hier midi. Le caporal-chef Christian Duchesne et l'adjum Mercier ont succombé à leurs blessures après que leur véhicule blindé léger (VBL) eut été touché par une mine artisanale dans la région de Kandahar, le 22 août. Le journaliste Patrice Roy et le caméraman Charles Dubois les accompagnaient.

efleury@lesoleil.com

La plainte du soldat Petit; L'ancien simple soldat dénonce la propagande du ministère de la Défense qui veut faire croire que la profession des armes est louable et agréable

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.01
SECTION: LIVRES
PAGE: f6
BYLINE: Cornellier, Louis
WORD COUNT: 1133

Martin Petit a été simple soldat de l'armée canadienne pendant quatorze ans. Il a participé à des missions au Qatar, en Croatie, en Somalie, en Krajina et en Bosnie. Contrairement aux soldats Longtin, Duchesne et Mercier, morts en Afghanistan en août dernier, il a eu la chance d'en revenir. Aujourd'hui, il raconte son expérience. Son livre, *Quand les cons sont braves*, est un témoignage. Il doit donc être reçu comme un point de vue parmi d'autres. Exempt de sensationnalisme, il dégage toutefois un parfum d'authenticité qui lui donne sa valeur.

Deux raisons ont motivé Petit à écrire ce livre. «J'ai besoin, avoue-t-il, d'une purge intérieure pour retrouver la paix et l'harmonie qui m'ont quitté il y a quelques années. C'est à des fins thérapeutiques que je rédige ce bouquin, mais aussi et surtout pour contrer la désinformation et la propagande véhiculées par le ministère de la Défense qui veut faire croire à de jeunes hommes et femmes que la profession des armes est louable, voire agréable.» A l'heure où l'attitude militariste du gouvernement Harper peut donner l'impression aux Canadiens qu'ils sont assiégés de toutes parts et où, selon *L'Actualité* (1er septembre 2007), de plus en plus de jeunes Québécois sont attirés par les sirènes des Forces armées canadiennes, le témoignage de Martin Petit arrive à point nommé.

Influencé par la préface de Robert Dôle, on sera tenté de lire cet ouvrage comme un plaidoyer pacifiste. Je ne suis pas sûr que ce soit là la lecture la plus juste qu'on puisse en faire. Petit, en effet, a des mots très durs à l'endroit de l'armée. Il la qualifie de «machine à détruire l'individualité et la pensée libre» et affirme que «nos soldats n'avaient rien à foutre» dans toutes les missions à l'étranger auxquelles ils ont participé, y compris à Dieppe, en Normandie, et en Afghanistan. «Martin, écrit Dôle, sait que les Québécois sont aux ordres des Canadiens anglais, qui sont aux ordres des Américains, qui sont aux ordres de la Bourse.» Il est vrai que cette vision des choses se rencontre au fil des pages de *Quand les cons sont braves*, mais il me semble que ce n'est pas elle qui en ressort avec le plus de force.

Petit, au fond, est plus réformiste que radical. Il se prononce moins contre l'armée en général que contre l'état actuel des choses dans l'armée canadienne. Son expérience, bien sûr, l'a déçu, mais quelques-unes des formules qu'il emploie laissent entendre qu'il aurait pu en être autrement, moyennant des changements d'attitude au sein de l'armée.

Jeune et désœuvré, Petit a été attiré par «le goût de l'aventure, l'appel de l'inconnu, la perspective de voyager, d'être affecté en Allemagne et de pouvoir servir en tant que parachutiste au sein des troupes d'élite du régiment aéroporté» que l'armée lui offrait. Il a, au sein de cette dernière, trouvé tout cela, mais bien d'autres choses encore qui ont mené à son profond désenchantement.

Il a découvert, notamment, le machisme et l'anti-intellectualisme qui imprègnent la culture militaire. Chez les simples soldats, le fait d'avoir fréquenté le cégep ou l'université attire les sarcasmes, lire un livre est mal vu et écrire est «un vilain défaut». Être fatigué ou malade est considéré comme de la lâcheté.

Être francophone n'est pas non plus de tout repos. Les soldats anglophones, semble-t-il, tolèrent mal les manifestations de fierté nationale des Québécois et les officiers qualifient de traîtres les militaires tentés par le souverainisme. «Rappelez-vous qui vous paie!», leur a-t-on dit en 1995. A Petawawa, le 24 juin 1994, Petit et un ami ont défilé dans le village avec un drapeau fleurdelisé. «Sur notre chemin, écrit-il, on nous a gratifiés d'appels de phares, de coups de klaxon, de doigts d'honneur ainsi que d'insultes. C'étaient sans doute des gens qui participeraient au love-in d'octobre 1995 à Montréal.»

Oubliez, nous dit Petit, les discours pompeux des politiciens sur les vertus des simples soldats. Au sein des forces canadiennes, ces derniers sont plutôt traités comme de «pitoyables étrons dont on se débarrasse en tirant la chaîne de l'oubli, des sous-merdes». En mission, on leur fait avaler des médicaments aux effets secondaires pour le moins douteux et on ne leur fournit pas les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur tâche. En Croatie et en Serbie, par exemple, intégrés aux forces de l'ONU, les soldats canadiens doivent respecter des politiques d'ouverture de feu qui les condamnent à l'impuissance. «Le béret bleu que nous portions, constate Petit, était devenu un objet de plaisanterie en Bosnie.»

Accusations

Plus inquiétant encore, le témoignage de Petit illustre l'état de relative désorganisation qui caractérise la direction des forces canadiennes envoyées en mission.

Ce manque de leadership, souligne-t-il, ouvre la porte à des dérapages dont seuls les sous-fifres et leurs victimes font les frais. En Somalie, par exemple, des ordres ambigus ont mené certains soldats à se livrer à une abominable «chasse aux nègres» qui a sali la réputation de l'armée canadienne. «Les Somaliens, écrit Petit, avaient besoin de gardiens de la paix, et on leur avait envoyé des brutes racistes.» Afin d'éviter que des officiers soient mis en cause, «des hauts gradés de la Défense ont été pris à falsifier des documents, à détruire des preuves, à camoufler des faits». Résultat: «Le menu fretin au trou, les gros tordus au large.»

Comme bien d'autres de ses semblables, le soldat Petit, pour supporter cet enfer, a abusé d'alcool et de marie-jeanne. Au bout du rouleau, affecté par le syndrome de stress post-traumatique, il a demandé l'aide de l'armée canadienne, qui l'a traité en un encombrant cas psychiatrique pendant quelques années avant de le reconnaître officiellement comme un «névrosé de guerre». C'est précisément parce que la vie l'intéressait, selon un ancien slogan de nos forces armées, qu'il a tout fait pour quitter cette galère.

Une armée qui n'aurait pas les vilains défauts que l'on vient d'exposer, cela est-il possible? Aujourd'hui, Martin Petit se dit pacifiste. On le comprend. Quand il évoque, toutefois, la camaraderie qu'il a parfois trouvée au sein des forces armées, le bon comportement de la majorité de ses frères d'armes et les compétences du défunt régiment aéroporté basé à Petawawa et démantelé à la suite d'une scandaleuse initiation, on comprend qu'il plaide surtout pour une réforme en profondeur de l'institution militaire canadienne, afin qu'être brave ne rime plus avec être con. louisco@sympatico.ca

Quand les cons sont braves

Mon parcours dans l'armée canadienne

Martin Petit

VLB

Montréal, 2007, 272 pages

De la guerre aux élections

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.01
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: b4
BYLINE: Cornellier,
Manon
WORD COUNT: 1033

La mission canadienne en Afghanistan suscite l'opposition de la vaste majorité des Québécois alors qu'au Canada anglais les avis sont plus partagés. Les commentateurs n'y échappent pas. Rosie DiManno, du Toronto Star, a fait quelques séjours en Afghanistan, dont un il y a seulement quatre mois. Se souvenant des progrès réalisés par les militaires canadiens qu'elle accompagnait, elle se demande comment il se fait que deux soldats de Valcartier soient morts au même endroit.

La réponse: les Canadiens ont confié Ghundy Ghar aux forces afghanes, qui n'ont pas su le conserver ni prévenir le retour des insurgés. Selon DiManno, Ghundy Ghar est un exemple des risques que court l'Afghanistan si les forces canadiennes quittent Kandahar en 2009. Mais la stratégie de retrait à long terme du Canada repose sur ce genre de transfert aux forces afghanes. Selon elle, cette recette est désastreuse à court terme et compromet les gains faits à un prix élevé. «Les politiciens, les yeux rivés sur les sondages, n'ont pas l'épine dorsale des soldats. Bon nombre de Canadiens en ont de plus en plus assez de toute cette mission parce que l'Afghanistan est loin, théorique, et ne mérite pas qu'on y laisse des vies canadiennes.» A son avis, quitter prématurément l'Afghanistan, à une date butoir arbitraire, signifierait que ces soldats sont morts pour rien.

Scott Taylor, dans le Halifax Chronicle Herald, attribue l'hésitation des Canadiens à autre chose. Il rappelle avec indignation le rapprochement fait par Stephen Harper, et ensuite plusieurs commentateurs, entre le débarquement raté de Dieppe, qui a fauché la vie de 900 Canadiens, et la mission afghane. «Contrairement aux Allemands en France, les insurgés talibans ne sont pas des envahisseurs étrangers. Ils sont des Afghans [...] qui s'adonnent à croire en une forme extrême de l'islam.» Taylor rappelle que même le gouvernement Karzaï, que nos militaires soutiennent, avoue qu'il sera nécessaire de négocier avec les talibans pour en arriver à une paix durable. Mais les Américains rejettent cette idée, ce qui fait qu'on continue à se battre et à mourir. Selon lui, si le rôle de l'OTAN était aussi clair que celui des Alliés contre Hitler, les Canadiens ne seraient pas aussi confus et hésitants face à la mission actuelle. Taylor ne favorise pas un retrait immédiat, ni un abandon de ce pays, mais une réévaluation de la mission canadienne et des objectifs du Canada.

Le National Post, qui s'est rangé derrière Harper dans ce dossier, met les partis d'opposition au défi de défaire le gouvernement conservateur s'ils croient pouvoir gagner des élections portant sur ce dossier et celui de Kyoto. Il leur demande même de le faire le plus tôt possible, car il est persuadé que les Canadiens appuieront, une fois celles-ci bien expliquées, la mission afghane et l'approche conservatrice en matière d'environnement. Pour le Post, les partis d'opposition surestiment l'opposition des Canadiens à la mission tout comme leur appui au protocole de Kyoto.

Miroir, miroir...

En ce qui concerne les élections, deux sondages parus cette semaine ont fait jaser. Le premier, paru dans le Globe and Mail, montre que le PC reste à égalité avec les libéraux malgré une évaluation relativement positive du gouvernement actuel. Le problème est que les qualités de leader du premier ministre n'ont d'égales que ses défauts. Les Canadiens le jugent efficace et déterminé, mais «contrôlant» et trop partisan. Pour Licia Corbella, du Calgary Sun, voilà quand même de bonnes nouvelles pour les conservateurs et de bien mauvaises pour le

chef libéral Stéphane Dion. Évoquant les deux dernières élections fédérales, elle note que l'évaluation positive du chef de gouvernement à la veille d'un scrutin laisse généralement présager que son parti, même s'il est à la traîne, peut l'emporter. Or tous les sondages récents montrent qu'en matière de leadership, Harper devance largement Dion. Par conséquent, elle pense que Harper ne devrait pas craindre des élections automnales.

Il en va autrement du NPD, croit Nik Nanos, de la firme de sondages SES Research. Dans un texte publié dans le Toronto Sun, il note le potentiel du Parti vert. Depuis des mois, ce parti se maintient à un niveau supérieur à son plateau des dernières élections (4,5–4,8 %). Dans le dernier sondage SES réalisé pour SunMedia, les verts obtiennent 8 % des appuis, mais l'écart qui le sépare du NPD en Ontario et au Québec équivaut à peu près à la marge d'erreur. Selon Nanos, il ne faut donc pas se surprendre si le chef néo-démocrate, Jack Layton, prend la menace au sérieux.

La guerre maquillée

Le Musée de la guerre a reçu une volée de bois vert pour avoir modifié un panneau d'information sous la pression d'un groupe de vétérans. Le panneau, de moins de 100 mots, faisait référence aux bombardements stratégiques effectués par les Alliés à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le texte notait que la valeur et la moralité de ces bombardements, qui ont causé des centaines de milliers de morts sans effet définitif sur la production militaire allemande, étaient encore contestées. Des vétérans, leurs familles et quelques politiciens ont vu dans ces mots une association à des crimes de guerre et ont demandé leur retrait. Le musée a acquiescé, malgré l'avis contraire d'experts et d'historiens. Le Edmonton Journal était abasourdi, rappelant qu'un musée n'était pas un monument commémoratif ni le diffuseur d'une version aseptisée de l'histoire. Dans l'Ottawa Citizen, l'historien Randall Hansen était indigné, au point de se lancer dans une longue démonstration des faits et une suggestion de texte encore plus critique. Le Globe and Mail estime pour sa part que le musée a terni sa réputation d'institution vouée à la compréhension des conflits armés et établi un précédent malheureux.

mcornellier@ledevoir.com

Une rentrée sous le signe de l'Afghanistan; L'engagement militaire du Canada sera le principal point d'intérêt des parlementaires

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.01
SECTION: PERSPECTIVES
PAGE: b3
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 1590

L'Afghanistan. Les caucus des partis politiques fédéraux qui ont pris fin cette semaine ont essentiellement tourné autour d'un seul et même sujet. Chaque formation a affûté ses stratégies de rentrée parlementaire avec en tête ce conflit, qui accapare les manchettes, mais aussi avec les trois élections partielles qui auront lieu au Québec dans un peu plus de deux semaines.

Ottawa – Le décès de trois soldats du Royal 22e Régiment en moins d'une semaine n'a pas ébranlé uniquement les Québécois, mais également les partis d'opposition aux Communes. Tout en restant cohérentes avec leur position défendue de longue date en ce qui a trait au sort de la mission canadienne en Afghanistan, les formations politiques ont dû s'ajuster rapidement pour tenter de profiter de la tempête politique soulevée par la mort des militaires du Québec.

Le premier à hausser le ton a été le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. Malgré les sondages qui s'accumulent et qui montrent que les Québécois s'opposent à la mission dans une proportion de 65 à 70 %, le parti souverainiste n'a pas changé son fusil d'épaule pour exiger un retrait immédiat des troupes. Il maintient que les soldats doivent rester en Afghanistan jusqu'en février 2009, tel que prévu. Par contre, Gilles Duceppe a mis cartes sur table en prévision d'un possible discours du Trône.

«On demande [au premier ministre] d'être clair et d'inscrire dans son discours du Trône que les troupes canadiennes vont mettre fin à leur mission de combat à Kandahar en février 2009. C'est une exigence minimale. Le Canada a fait son effort et il est temps que d'autres pays prennent la relève», a dit Gilles Duceppe à la sortie de son caucus, qui se déroulait à Saint-Hyacinthe il y a une dizaine de jours.

Stephen Harper a affirmé en juin dernier que la mission ne serait pas poursuivie sans un «certain consensus» de la part du Parlement, un accord qui semble bien peu probable à l'heure actuelle. N'empêche, le chef du Bloc québécois prévient qu'un silence sur ce sujet dans un éventuel discours du Trône pourrait faire vaciller le gouvernement. «Si Stephen Harper poursuit sa logique militariste, il ne peut pas s'attendre à avoir l'appui du Bloc», a soutenu un Gilles Duceppe bien conscient que, le 17 septembre prochain, plusieurs citoyens iront voter à Roberval, à Saint-Hyacinthe et à Outremont avec le conflit afghan en tête.

Une motion ?

Sans directement menacer le gouvernement, le Parti libéral de Stéphane Dion a lui aussi développé sa stratégie sur l'Afghanistan lors de son caucus qui a pris fin cette semaine à Terre-Neuve. Le PLC déposera à la première occasion une motion qui demande au gouvernement de retirer ses troupes de Kandahar en février 2009, forçant ainsi les conservateurs à se prononcer plus rapidement que prévu. «Le premier ministre perd du temps et je sais que c'est parce qu'il veut rester plus longtemps que février 2009», a soutenu Stéphane Dion jeudi.

Une rentrée sous le signe de l'Afghanistan; L'engagement militaire du Canada sera le principal point d'intérêt

Seul parti à réclamer le retour immédiat des soldats canadiens, le NPD a dû se défendre de prendre une position irresponsable sur le sujet. Le chef du Bloc a été le plus virulent. «Je ne veux pas faire comme ceux qui exploitent les émotions des Québécois, comme Jack Layton et Thomas Mulcair [candidat dans Outremont] le font. On ne peut pas regarder les sondages et dire: "Voilà ce qu'on va dire, peu importe les conséquences." Il faut être responsable et remplir nos obligations internationales», a lancé un Gilles Duceppe particulièrement d'attaque.

Au sein du NPD, cette salve a été reçue avec un sourire. «Ça prouve que notre position est plus près des Québécois que celle de Gilles Duceppe», a estimé une source néo-démocrate. En tenant son caucus à Montréal, le NPD a d'ailleurs pu enfoncer le clou de la mission afghane tout en soutenant son candidat dans Outremont, Thomas Mulcair. C'est faire d'une pierre deux coups pour un parti qui fonde de gros espoirs dans l'élection partielle d'Outremont. Lundi soir dernier, les 29 députés du NPD et une centaine de bénévoles ont d'ailleurs ratissé le quartier montréalais pour donner un coup de main à Thomas Mulcair.

Frappes préventives du PC

Si le caucus du Parti conservateur à l'Ile-du-Prince-Édouard au début du mois d'août a donné très peu de substance, le premier ministre a toutefois repris le devant de la scène deux semaines plus tard, lors d'un remaniement ministériel fort attendu. En rétrogradant l'impopulaire ministre de la Défense Gordon O'Connor, Stephen Harper a enlevé des munitions aux partis d'opposition, qui n'ont pu écorcher aussi facilement le gouvernement lors des décès militaires qui ont suivi.

L'arrivée de Peter MacKay à la Défense, mais surtout de Maxime Bernier aux Affaires étrangères, pourrait aider le gouvernement à expliquer la mission canadienne en Afghanistan à une population plus sceptique que jamais. Le remaniement ministériel étant essentiellement centré sur des porte-parole de la mission afghane, le premier ministre Harper reconnaissait de facto l'échec de son gouvernement à convaincre les Canadiens du bien-fondé de l'opération en cours dans ce pays instable.

Reste à voir si les citoyens seront à l'écoute des nouveaux ministres. Un sondage Décima-Presses canadienne rendu public cette semaine montre que les Canadiens accordent peu d'importance à ce brasse-camarade ministériel, puisque 54 % des citoyens estiment que le remaniement n'aura «aucun impact» sur la performance du gouvernement. L'impact pourrait toutefois être différent au Québec, où Maxime Bernier et Josée Verner ont obtenu des promotions. Dans la province, plus de la moitié de la population voit d'un bon oeil le changement de chaises au cabinet.

Concrètement, le gouvernement n'a toutefois pas changé d'orientation pour l'instant. Lors du remaniement, le premier ministre a décrit ses cinq priorités de l'automne de manière à rester le plus vague possible: affirmer et défendre la souveraineté canadienne; assurer une économie forte et un faible niveau de taxation; lutter contre la criminalité; protéger l'environnement et consolider la fédération canadienne.

La porte est donc encore ouverte pour un discours du Trône qui pourrait davantage préciser la direction du gouvernement. Les rumeurs à Ottawa veulent que le premier ministre proroge le Parlement lors de la rentrée, prévue le 17 septembre, et renvoie tout le monde à la maison jusqu'à la mi-octobre, le temps d'écrire le discours du Trône. Toutefois, des sources ont affirmé au Devoir que la décision n'était pas encore prise. Une réunion du comité des priorités du conseil des ministres, qui regroupe les poids lourds du cabinet, devrait trancher sur ce sujet dans les prochains jours, a-t-on appris.

Des libéraux en panne

Ironiquement, le besoin de définir de nouvelles priorités pour relancer un parti en panne se fait aussi sentir chez les libéraux fédéraux, qui ne profitent pas des difficultés du gouvernement Harper depuis six mois. Toutes les maisons de sondage placent les libéraux et les conservateurs à égalité dans les intentions de vote.

Une rentrée sous le signe de l'Afghanistan; L'engagement militaire du Canada sera le principal point d'intérêt

Le Bloc québécois, de son côté, a repris du tonus au Québec depuis le printemps, se détachant de ses rivaux par plus de 10 %.

Premier problème pour les libéraux: leurs supporters affirment dans une proportion de 47 % pouvoir changer d'idée, alors que seulement 30 % des supporters conservateurs disent de même. Selon le sondage Strategic Counsel–The Globe and Mail, seuls les partisans néo-démocrates (51 % disent pouvoir changer leur intention de vote) sont plus volatils que les supporters libéraux. Bref, la base est fragile pour le PLC.

Les députés et sénateurs libéraux réunis en caucus cette semaine à Terre-Neuve se sont d'ailleurs fait expliquer pourquoi. Le sondeur du Parti libéral, Michael Marzolini, a affirmé que 50 % des Canadiens ne savent pas quoi penser de Stéphane Dion et que la même proportion d'électeurs dit ne pas savoir quelles sont les positions du chef libéral. Pour M. Marzolini, il est temps que les libéraux cessent de seulement critiquer le gouvernement et arrivent avec des idées nouvelles. «Il faut mettre en avant des solutions positives tout en expliquant ce qui ne va pas avec les gens que vous souhaitez remplacer», a affirmé M. Marzolini aux députés libéraux.

Le chef libéral Stéphane Dion devra également trouver un moyen de mieux communiquer les messages du parti, même si tous les députés devront être plus visibles. «Développer une politique qu'on peut comprendre et la communiquer est un défi», a d'ailleurs reconnu le leader adjoint du PLC, Michael Ignatieff.

Rien pour consoler Stéphane Dion, les Canadiens ont une image paradoxale du premier ministre, ce qui complique l'angle d'attaque du PLC. Comment profiter du fait que 70 % des Canadiens jugent Stephen Harper «trop contrôlant» quand 67 % le considèrent comme un leader «décisif»? Par où commencer quand 58 % des gens le trouvent trop à droite mais que 53 % jugent également qu'il mène le Canada dans la bonne direction? Que faire lorsqu'une majorité de citoyens (53 %) estiment que Harper suit les désirs de George W. Bush mais que 49 % considèrent aussi le premier ministre comme un «visionnaire»? Le portrait tracé par le sondage Strategic Counsel pour le Globe and Mail amène plus de questions que de réponses pour les adversaires de Stephen Harper.

Séoul est critiqué pour ses négociations avec les talibans; Des médias soulèvent l'hypothèse d'une rançon

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.01
SECTION: LE MONDE
PAGE: a9
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 515

Kaboul – Les 19 ex-otages sud-coréens des talibans ont quitté l'Afghanistan hier pour Dubaï, au lendemain de la libération des derniers d'entre eux après six semaines de captivité, grâce à un accord entre Séoul et les islamistes qui a commencé à susciter réserves et critiques. Les premières sont venues des autorités afghanes.

«Le gouvernement afghan a permis ces négociations sur des bases purement humanitaires», a martelé le porte-parole de la présidence afghane, Hodayun Hamidzada, en insistant bien, auprès de l'AFP, sur le fait que Kaboul n'y avait pas participé.

«Quand, de l'extérieur, l'impression est donnée que la communauté internationale et le gouvernement afghan cèdent au chantage, il s'agit d'un message très dangereux», avait estimé dès jeudi le ministre afghan des Affaires étrangères, Rangin Dadfar Spanta.

Les autorités sud-coréennes ont aussitôt insisté sur le caractère humanitaire de l'accord, alors que des voix s'élèvent en Afghanistan mais aussi à l'étranger, voire dans la presse, pour évoquer l'hypothèse d'une rançon.

Le quotidien nippon Asahi Shimbun a ainsi affirmé que Séoul avait déboursé deux millions de dollars.

Séoul et les talibans ont catégoriquement démenti le versement de toute rançon en échange des 19 chrétiens évangélistes.

L'accord a simplement consisté, selon Séoul, à réaffirmer un engagement que la Corée du Sud avait pris bien avant la prise d'otages: le retrait, avant la fin de l'année, de son petit contingent de 200 soldats au sein des forces internationales en Afghanistan. Et Séoul a aussi réitéré, dans l'accord, l'interdiction faite à ses ressortissants missionnaires chrétiens de se rendre en Afghanistan, ce qu'elle avait déjà fait au début de la prise d'otages.

«De telles négociations, même lorsqu'elles n'aboutissent pas, ne font que mener à d'autres actes terroristes», s'est emporté le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, dont le pays a dépêché quelque 2500 militaires en Afghanistan.

Même son de cloche du côté de Berlin, qui a réaffirmé son refus de toute négociation avec les islamistes, même si un de ses citoyens, Rudolf Blechschmidt, 62 ans, est retenu en otage depuis plus de six semaines par les talibans.

«Les otages sud-coréens ont été relâchés, mais la politique du gouvernement allemand reste la même», déclarait mercredi à Tokyo la chancelière Angela Merkel.

Les 19 Sud-Coréens libérés mercredi et jeudi se sont réunis tard jeudi pour la première fois depuis six semaines, avec beaucoup d'émotion, d'autant qu'ils n'ont appris qu'à cette occasion l'exécution de deux des leurs, deux hommes, par les talibans, les 25 et 30 juillet, a indiqué l'ambassade de la Corée du Sud.

«Ils ont pleuré. Ils se sont serrés dans les bras», a indiqué le diplomate.

Deux autres otages sud-coréens, deux femmes malades, avaient été libérées le 13 août.

Après avoir passé la nuit en lieu sûr, ils ont décollé hier après-midi à bord d'un avion spécial de l'ONU à destination de Dubaï, une escale avant leur retour en Corée du Sud, selon un responsable de l'ONU qui a requis l'anonymat.

Ils sont montés, en larmes, à bord de deux petits bus, au départ d'un grand hôtel de la capitale, pour se rendre à l'aéroport.

A leur arrivée à Dubaï quelques heures plus tard, les Sud-Coréens, portant des vêtements de sport bleu foncé, se sont rapidement dirigés vers des bus qui les attendaient, sans parler à la presse.

Les anciens otages devaient passer la nuit dans un hôtel de Dubaï avant de reprendre un vol pour la Corée du Sud cet après-midi, selon l'aviation civile de l'émirat.

En photo: Funérailles émouvantes

PUBLICATION: Le Devoir

DATE: 2007.09.01

SECTION: LES ACTUALITÉS

PAGE: a3

BYLINE: Mathieu Bélanger, Le Devoir

WORD COUNT: 81

Un dernier hommage a été rendu par des proches à l'adjudant–maître Mario Mercier, ce militaire au service du Royal 22e Régiment tué la semaine dernière en Afghanistan lors d'une attaque contre son convoi.

Le caporal–chef Christian Duchesne, également décédé pendant cette mission, a eu droit à des obsèques privées, à la demande de sa famille. Sur la photo, la conjointe et les enfants de Mario Mercier lors des funérailles qui ont eu lieu à Québec.

Dans le piège de Kandahar

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.01
SECTION: AGENDA
PAGE: 3
BYLINE: Cauchon, Paul
WORD COUNT: 610

Depuis 2001, le Canada est engagé dans des opérations militaires qui ne ressemblent en rien à ce que l'armée avait connu jusque-là depuis longtemps. L'armée canadienne s'est distinguée lors de la Seconde Guerre mondiale, bien sûr, mais, comme le mentionne ce documentaire de Radio-Canada, on avait maintenant plutôt tendance à la considérer comme «un club de super "boy scouts" au service des Nations unies». Les vrais combattants, c'étaient les Américains, dépêchés un peu partout dans le monde avec leurs armes sophistiquées.

Mais tout est en train de basculer. Nos soldats font désormais la «vraie» guerre et, depuis l'arrivée en Afghanistan cet été d'un fort contingent de Québécois francophones, la population s'intéresse encore plus à cette mission. Voir les soldats revenir au pays dans un cercueil accentue les émotions, mais soulève également les interrogations parmi la population.

Tandis que la rentrée télévisuelle de l'automne s'amorce, il est difficile de passer à côté de ce grand documentaire spécial préparé par Jean-François Lépine et le réalisateur Jean-Claude Burger. En effet, la présence militaire du Canada en Afghanistan est vraiment, avec les accommodements raisonnables, le grand sujet qui alimente les discussions des Québécois en ce début d'automne (bon, d'accord, ajoutons comme troisième sujet d'importance la qualité de nos viaducs et de nos ponts... en attendant que les déboires du Canadien fassent bourdonner les tribunes téléphoniques).

Radio-Canada joue d'autant mieux son rôle en présentant ce document que peu de journalistes se sont vraiment intéressés chez nous aux questions militaires.

Jean-François Lépine raconte ici comment l'armée canadienne, d'abord entraînée pour effectuer des missions de paix, est de plus en plus prise dans l'engrenage des combats.

Tout a commencé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, bien sûr. À l'époque, l'idée d'attaquer l'Afghanistan avait fait consensus, devant le soutien des talibans aux terroristes. En octobre 2001, le Canada annonçait donc sa participation à une grande coalition internationale qui voulait chasser les talibans du pouvoir et capturer les auteurs des attentats. C'est après que ça s'est compliqué.

L'émission explore les relations quelquefois tendues entre les dirigeants militaires et les politiciens, et surtout la relation houleuse entre le Canada et les États-Unis. Eddie Goldenberg, qui était alors le conseiller de Jean Chrétien, témoigne: «Nous étions prêts à reconstruire le pays [l'Afghanistan], dit-il. Les Américains, au lieu de tenir parole, ont préféré faire la guerre en Irak.»

Des pressions sont alors exercées sur le gouvernement canadien pour qu'il se joigne à la guerre en Irak, mais il résiste, au grand dam des Américains. Après avoir participé à la coalition internationale, puis retiré ses troupes, le Canada décide de retourner en Afghanistan. Interprétation de Paul Heinbecker, ancien ambassadeur du Canada à l'ONU: le pays est retourné en Afghanistan pour se faire pardonner de ne pas être allé en Irak et pour protéger sa relation avec les États-Unis.

Le documentaire filme l'entraînement des troupes, dont celui de plusieurs soldats québécois au Texas, au côté de l'armée américaine, qui expriment leur satisfaction devant leur nouvel équipement. Le gouvernement, lui, a fait passer les dépenses militaires de 12 milliards en 2002–03 à 16 milliards cette année. Il y a plus de troupes, plus d'équipements, plus de ressources, plus, toujours plus.

En Afghanistan, et plus particulièrement à Kandahar, les Canadiens et les Québécois sont maintenant directement sur la ligne de feu. Notre pays est pris au piège, parce que aucun autre pays ne veut le remplacer à Kandahar, conclut l'émission. Qui nous laisse avec plusieurs questions.

Mission Kandahar: le Canada en guerre, Radio–Canada, lundi 3 septembre, 19h

Les conditions gagnantes

PUBLICATION: L'Actualité

DATE: 2007.09.01

PAGE: 64

COLUMN: Sans-papier

BYLINE: Vastel, Michel

PHOTO: TROY FLEECE / ARCHIVES PC

ILLUSTRATION: La limitation du pouvoir de dépenser du Canada fait l'unanimité au Québec et à peu près consensus dans les autres provinces. Stephen Harper osera-t-il s'engager dans cette voie ?

WORD COUNT: 785

Les options constitutionnelles des trois partis politiques du Québec sont " alignées ", comme les planètes lorsque l'avenir est prometteur...

Vous allez me trouver cruel de parler de Constitution en plein été ! Mais c'est le calendrier des premiers ministres des provinces qui l'exige. La tradition veut qu'ils se réunissent chaque année au début d'août, donnant le signal de la rentrée politique. En instituant, en 2003, le Conseil de la fédération, ils ont même voulu donner à la réunion un caractère plus sérieux que les habituelles garden-partys d'autrefois. Au moment où j'écris ces lignes, leur rencontre, à Moncton, n'avait pas encore eu lieu.

Le calendrier de l'automne 2007 sera chargé. On sait que l'Ontario tiendra des élections le 10 octobre. Le gouvernement minoritaire de Stephen Harper, à Ottawa, cherche un coup d'éclat qui deviendrait l'enjeu de sa réélection, plutôt que la guerre en Afghanistan, à laquelle s'oppose une majorité de Canadiens, dont les trois quarts des Québécois. A Québec, c'est le gouvernement minoritaire de Jean Charest qui se cherche une raison impérieuse pour survivre. Alors, Harper ou Charest oseront-ils soulever la question constitutionnelle ? J'avoue que c'est audacieux ! Mais ces deux-là nous ont déjà surpris...

Le Québec pourrait ainsi amener à la table qu'il partagera avec ses homologues la question du pouvoir fédéral de dépenser, dont la limitation fait à peu près consensus. Ce pouvoir, qui n'est pas dans la Constitution originale de 1867, a permis au gouvernement fédéral de verser des subsides à des particuliers, à des établissements ou à des gouvernements, dans des domaines relevant normalement de la compétence des provinces, notamment les soins de santé, l'éducation, l'aide sociale, la formation de la main-d'oeuvre et le développement régional. Québec s'est toujours opposé à de telles initiatives, et depuis qu'Ottawa a acheté la paix avec des points d'impôt, en 1964, il n'est plus seul à élever des objections.

Une telle demande ne serait pas exceptionnelle : Stephen Harper a déjà évoqué la possibilité " d'encadrer " le pouvoir de dépenser de son gouvernement. Et la plupart des provinces, même la Saskatchewan et le Manitoba néo-démocrates généralement plus centralisateurs que les autres, sont d'accord pour " discipliner " le gouvernement fédéral. La partie est donc jouable.

La réunion de Moncton pourrait lancer l'idée. Stephen Harper pourrait la reprendre dans un discours du Trône, ce qui obligerait les trois autres chefs fédéraux Stéphane Dion, Gilles Duceppe et Jack Layton à se prononcer et, très probablement, à l'approuver eux aussi. Et Jean Charest, fort de cette victoire, pourrait se présenter devant les Québécois la tête haute.

Pendant la campagne électorale du printemps au Québec, le premier ministre fédéral a soulevé une vive polémique en posant des conditions à l'ouverture de toute discussion sur le pouvoir de dépenser : " Nous sommes toujours prêts à considérer des possibilités, mais à la fin, pour avoir de telles relations fiscales avec

les provinces, il est nécessaire d'avoir un gouvernement fédéraliste à Québec [et] un gouvernement qui respecte les champs de compétence des provinces ici, à Ottawa. " Justement, les planètes sont " alignées " au Québec, puisque aucun des trois partis représentés à l'Assemblée nationale ne prône l'indépendance.

Pour le Parti libéral du Québec, cette revendication s'inscrit dans la tradition des revendications constitutionnelles qui, depuis Jean Lesage, en 1960, ont permis aux gouvernements successifs même ceux du Parti québécois de se retirer de programmes fédéraux avec une compensation financière. Elle s'inscrit aussi dans la ligne autonomiste de l'Action démocratique de Mario Dumont. Quant au Parti québécois, ce serait pour lui un retour à " l'affirmation nationale ", qui a certes coûté sa tête à Pierre Marc Johnson, en 1987. Mais Pauline Marois a bien dit qu'en attendant la tenue d'un autre référendum sur la souveraineté ce qu'elle ne provoquera pas elle profiterait de toutes les occasions pour renforcer les pouvoirs du Québec au sein du Canada.

Depuis quand a-t-on vu les partis du Québec unanimes derrière une proposition soumise aux autres gouvernements de la fédération ? Ceux-ci déplorent l'impossibilité de tout changement constitutionnel au Canada depuis 1982, année où la Constitution a été rapatriée sans l'accord de l'Assemblée nationale du Québec. Même Stephen Harper, qui voudrait réformer le Sénat, est paralysé.

Un accord de portée constitutionnelle sur une revendication historique du Québec permettrait d'exorciser les démons des tentatives malheureuses de réparer l'échec de 1982, d'abord en 1987 au lac Meech, puis en 1992 à Charlottetown. C'est la première fois depuis 30 ans que les conditions sont aussi favorables...

Deux Amériques irréconciliables ?

PUBLICATION: L'Actualité

DATE: 2007.09.01

PAGE: 62

PHOTO: Steve
Adams

WORD COUNT: 977

Vous avez été nombreux à commenter notre reportage sur les symboles de l'Amérique. Avec fougue !

Le Canada se distingue des États-Unis par sa nature même (" États-Unis/Canada : deux rêves d'Amérique ", 15 juin 2007). Il est composé de populations qui n'ont pas démocratiquement choisi (les francophones en particulier) de faire partie de ce pays. Il n'y a pas de véritable unité canadienne. Chacun s'identifie à sa province plus qu'à l'ensemble dont elle fait partie. Chaque États-Unien s'identifie fièrement à son pays d'abord et à son État ensuite. Peut-être que si nous prenions chaque province séparément, nous nous rendrions compte que nous éprouvons un réel sentiment de patriotisme.

Michèle Côté

Dollard-des-Ormeaux

Le Canada et les États-Unis sont comme deux chats : l'un blanc et noir, l'autre noir et blanc. La distinction entre les deux concerne leur principale minorité : francophone au Canada, hispanophone aux États-Unis. Chaque pays a une épine dans le pied, dont il voudrait se débarrasser en assimilant sa minorité linguistique, mais les minorités résistent et s'imposent. Même si les deux pays ont été peuplés par l'immigration, le Canada s'est transformé en une société égalitaire, pacifique et écologiste, où on ne laisse plus mourir les gens sur les marches de l'hôpital, alors que les États-Unis ont laissé se développer une société bigote, raciste, militariste, fermée aux autres cultures et menée en grande partie par des preachers qui ne s'intéressent qu'à l'argent.

Roger Garant

Lac-Mégantic

J'ai travaillé cinq étés aux États-Unis et j'ai remarqué des discordances entre ce que les Américains disent et ce qu'ils font. Ils affirment que la religion est très importante dans leur vie, mais ils ont des relations sexuelles avant le mariage. Ils ne sont par ailleurs pas aussi ouverts sur le monde que les Canadiens. Ils savent que leur pays est en guerre contre l'Irak et l'Afghanistan, mais ils ne peuvent pas nommer les capitales de ces pays ni même les situer sur une carte. Ils ne connaissent rien de la vie des gens qui y vivent, et pourtant, ils soutiennent leur président dans sa décision d'y faire la guerre (pour une raison qu'ils ignorent, d'ailleurs). Ils préfèrent montrer aux autres ce qu'ils ont, plutôt que de montrer ce qu'ils sont.

Sophie Croteau

Québec

La différence qui saute le plus aux yeux : les valeurs de partage qui existent encore dans notre société. Par exemple, la générosité de nos systèmes sociaux. Cependant, notre Charte des droits a tendance à éroder ces valeurs et à nous rendre plus individualistes. Le temps serait-il venu de modifier cette charte et d'y inclure quelques devoirs, au sens civique du terme ? Question de rappeler à nos concitoyens que la solidarité doit

continuer d'exister.

Roger Lepage

Montréal

Il n'y a aucune différence entre les États-Unis et le Canada. Les dirigeants des deux pays s'entêtent à n'écouter qu'eux-mêmes plutôt que leurs concitoyens.

Clément Poulin

Montréal

Les États-Unis se distinguent par leur hyper-patriotisme, leur provincialisme, leur militarisme et, surtout, leur peur. L'argent y est plus important que la culture ou la tolérance. C'est une société sévère, rude, qui sacrifie ses jeunes à la guerre. Le Canada se distingue parce qu'il est une nation biculturelle, bilingue, civilisée et multiethnique, qui valorise la liberté, la démocratie et les droits de la personne.

Bruce Verne Abbey

Guelph (Ont.)

Le Canada s'est bâti sur trois défaites militaires qui ont modifié la teneur psychologique et politique de ce qu'était le Canada au sein de l'Empire français, puis de l'Empire britannique. D'abord, la défaite de Louisbourg, au 18^e siècle. La déportation des Acadiens en est la première manifestation tragique. Les Britanniques y ont mis le paquet : pillage des terres, vols, extorsions caractériseront cet épisode douloureux de l'histoire acadienne. Ensuite, la défaite des Plaines d'Abraham, en 1759. Les Canadiens négocient leur survie religieuse et linguistique. Peut-on dire, sans ironie, que ce sera le premier round du match constitutionnel canadien ? Les Britanniques veulent conserver un pied en Amérique du Nord : ce sera le Canada. Enfin, la défaite des Patriotes, en 1838-1839. Cet épisode de négociations " constitutionnelles " stabilisera définitivement la présence britannique en Amérique du Nord.

Sandra Lefebvre

Anjou

Je viens de terminer un roman d'Alison Lurie, *La vérité et ses conséquences*, dans lequel un personnage d'origine ontarienne se définit ainsi : " Vous n'imaginez pas ce que nous vivons au Canada. On a constamment les yeux tournés vers le sud. On sait que de l'autre côté de la frontière, il y a un autre monde : plus coloré, plus riche, une terre d'abondance et d'aventure. On a l'impression d'être un parent pauvre ou un domestique. On est cantonnés là-haut, dans la chambre de bonne. " J'ai souvent eu cette impression quand j'ai rencontré des Canadiens en voyage. Ils étaient plus discrets que les Américains, mais aussi plus ternes, plus conservateurs. Cependant, je les trouve assez sympathiques, en général, et plus respectueux des lieux qu'ils visitent que leurs voisins du Sud.

Marie-Andrée Dubrûle

Deux-Montagnes

Ce qui différencie le Canada des États-Unis, c'est le Québec. Un point c'est tout.

Pierre Minville

Deux Amériques irréconciliables ?

Oka

Les Canadiens sont beaucoup plus réalistes et terre à terre que les Américains. De plus, leurs valeurs sont davantage axées sur la sécurité et l'égalité, tandis que les Américains donnent la priorité à la liberté et au mérite.

Caroline Duhaime

Québec

Maintenant, je comprends beaucoup mieux les choix des Américains. Dommage que cela n'ait pas été expliqué à plus de gens ; il y aurait moins de sentiments anti-américains.

Denise Lagarde

Montréal

Au Canada, nous nous percevons comme faisant partie du monde. Aux États-Unis, ils croient " être " le monde.

Ramon Darwin, Toronto

De Valcartier à Kandahar

PUBLICATION: L'Actualité

DATE: 2007.09.01

PAGE: 48

COLUMN: Défense

BYLINE: Chrétien, Daniel

PHOTO: Jean-François Lemire Jean-François Lemire

ILLUSTRATION: Le caporal Henry Cloutier, 28 ans, n'en est pas à sa première mission. En 2004, il a fait la Bosnie.; Le capitaine Michel Larocque et sa compagne, la capitaine Marie-Josée Desroches. Lui en est à son sixième " tour ", elle à son premier. En haut : Le major François Caron (à droite). " J'ai hâte de partir, dit-il. Et les gars sont prêts. "

WORD COUNT: 1920

Certains ont fait leur testament. car les militaires de valcartier partent en afghanistan pour faire la guerre, et non maintenir la paix. " La reconstruction du pays ne se fera pas en mode peace and love ", admet un caporal. Notre reporter a assisté à leur entraînement.

"Charlie, Charlie 1, ici 1-9. Vous vous mettez hatch down ! Je répète : hatch down ! " Les soldats s'exécutent et ferment les écoutilles de leurs véhicules blindés légers. Entassés dans les habitacles d'acier, les militaires du Royal 22e Régiment attendent. Fébriles et silencieux. Leur mission : débarrasser un petit hameau à flanc de colline des talibans qui s'y terrent. L'attaque s'amorce. Les obus de l'unité d'artillerie, postée à 12 km en retrait, sifflent, déchirant un ciel lourd de nuages. Dès que la pluie d'obus aura cessé, ce sera au tour des fantassins de passer à l'action. Une question de minutes...

L'ordre de donner l'assaut vient enfin : fusils-mitrailleurs C7 à la hanche, les hommes du " Van Doos " se ruent hors des véhicules et courent vers l'ennemi, au milieu des maisons en flammes. Des portes volent en éclats, des coups de feu retentissent, des ennemis tombent sous les balles. A une dizaine de mètres de là, un missile ERYX, tiré à l'épaule par un soldat, pulvérise une cahute en bois. Plus loin, des chars d'assaut Leopard crachent des obus. Le sol tremble, le vacarme est infernal.

Impressionnante, l'attaque n'est pourtant qu'une simulation. Un dernier exercice avant que les 2 100 militaires de Valcartier s'envolent pour l'Afghanistan, où ils se joignent cet été à la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN.

Nous sommes à la base militaire de Wainwright, en Alberta, à laquelle on a donné des airs de Kandahar pour l'occasion. La mosquée, le cimetière, les maisons aux fenêtres en ogive : du toc. Les balles, les missiles et les obus, par contre, sont tout à fait réels. Si, en cette matinée pluvieuse de mai, des talibans en chair et en os avaient trouvé refuge dans ces bâtiments de contreplaqué, bien peu auraient survécu.

A Wainwright, les militaires n'ont pris aucun risque : ils s'y sont mis à 200 pour attaquer le hameau d'à peine une dizaine de maisons. " On préfère gagner 15 à 0 que 4 à 2 ", dit le major François Caron, 34 ans, qui dirige l'assaut avec la précision d'un chef d'orchestre. Pour le Royal 22e Régiment, cette attaque n'a rien d'un jeu. " Les gars sont prêts ", lance le major avant d'aboyer une série de commandements incompréhensibles pour l'auteur de ces lignes. " Nous sommes le meilleur groupe de combat des 60 dernières années ", poursuit, confiant, le colosse de 1,88 m et de 95 kilos. En plus de s'entraîner depuis huit mois, les soldats de Valcartier ont profité des conseils des troupes canadiennes qui sont passées par Kandahar avant eux.

" La reconstruction du pays ne se fera pas en mode peace and love, dit le caporal Henry Cloutier, l'air soucieux. Ça va se faire par les armes. On ne s'entraîne pas à ce point-là pour rien ! "

Depuis l'arrivée d'un premier contingent de 2 500 Canadiens en Afghanistan, en janvier 2002, 66 militaires sont revenus au pays dans un cercueil. " Nous sommes bien conscients que la mission comporte des risques ", dit le caporal Maxime Richard, 24 ans, dont le regard bleu et perçant ne laisse transparaître aucun signe d'inquiétude. " La principale menace, ce n'est pas que les talibans nous tirent dessus. Ils ne savent pas tirer, tranche le major Caron. Il faut plutôt se méfier des explosifs qu'ils font sauter au passage de nos véhicules. "

Malgré le danger, bien des militaires de Valcartier comptent les jours avant le départ, enthousiasmés par les défis qui les attendent. " J'ai hâte de partir ! s'exclame le major Caron. C'est mon travail, je suis payé pour aller en mission. " Sa conjointe, Sophie Jenkins, ex-policrière montréalaise de 32 ans aujourd'hui juriste, s'est résignée. " J'ai choisi de vivre avec un militaire ", dit cette grande brune, dont les épaules révèlent un passé de nageuse de compétition. " Je dois accepter les risques qui viennent avec son métier. " Enceinte de trois mois, elle sait qu'il sera probablement absent lorsqu'elle accouchera.

Beaucoup de soldats ont fait leur testament. " François a choisi le genre de funérailles qu'il veut et le cimetière dans lequel il sera enterré ", dit Sophie Jenkins. " Tout peut arriver, ajoute-t-elle. Il ne s'en va pas au Club Med. "

C'est un peu ce qui a poussé le caporal Maxime Richard et sa fiancée, Stéphanie LeBlanc, à se faire tatouer elle dans le bas du dos, lui sur le bras gauche les mots " âme soeur " en caractères chinois. " Ces tatouages sont un cadeau qu'on s'est offert et qui fera que chaque jour je vais penser à elle, et elle à moi ", dit-il. Comme tous les militaires qui partent pour l'Afghanistan, Maxime Richard recevra des Forces armées la prime de service à l'étranger, l'indemnité de risque et la prime de difficulté. Et pendant les six mois qu'il passera à Kandahar, sa solde ne sera pas imposée. Une série d'avantages fiscaux qui peuvent s'élever à plus de 20 000 dollars. Les caporaux gagnent entre 50 100 et 53 000 dollars, selon leur échelon.

On est loin des " BS en uniforme " décrits par un animateur de radio-poubelle de Québec, il y a quelques années. Maxime Richard réside dans un condo décoré avec soin qui pourrait faire l'envie de certains Outremontais. Il possède même une collection de sabres chinois sa grande fierté, qui occupe un mur du salon.

La capitaine Marie-Josée Desroches, qui a choisi de vivre dans une chambrette sur la base, a déjà planifié ce qu'elle fera de ses primes. " Je m'en servirai comme mise de fonds pour une maison ou j'achèterai une moto ", dit-elle, en précisant que même sans ces primes, elle irait en Afghanistan. " Je paierais pour y aller ", ajoute cette adepte du triathlon et de la chute libre, qui part pour la première fois en mission. " On ne se sent pas comme un militaire accompli tant qu'on n'est pas " sorti ". "

Son amoureux, le capitaine Michel Larocque, s'embarque pour son sixième " tour ", comme les soldats appellent une mission à l'étranger. Depuis 1992, ce militaire de 40 ans a traîné son barda à Chypre, en Croatie et en Bosnie, où il a essayé les tirs de l'artillerie serbe pendant trois mois. Tous les jours. Sans pouvoir riposter. " Nos règles d'engagement nous l'interdisaient et, de toute façon, les artilleurs étaient hors de la portée de nos armes, dit-il. Rien ne pourra jamais être pire que ces trois mois. "

Le major Caron, lui, a fait partie de 2 des quelque 30 missions de paix auxquelles ont pris part les militaires de Valcartier au cours de la dernière décennie. Ce fils d'agriculteur a servi à Haïti, en 1996, puis en Bosnie, en 1999-2000. " Cette fois, c'est différent, dit-il. Nous n'allons pas en Afghanistan en tant que Casques bleus. " Il n'est donc pas question de maintenir la paix, mais de l'imposer.

Certains s'inquiètent. " On peut revenir traumatisé de Kandahar ", dit le caporal Henry Cloutier. En 2004, en Bosnie, il a vu le camion de deux collègues hongrois capoter et terminer sa course dans un champ bourré de mines antipersonnel. Impossible de secourir les deux hommes. L'un s'est traîné jusqu'à la route, au péril de sa vie. L'autre est mort. " Nous avons attendu les secours pendant plusieurs heures, en chassant les chiens errants qui voulaient dévorer son cadavre ", raconte ce militaire de 28 ans, père de quatre enfants.

Quand il revient d'une mission ou d'un exercice, Henry dort mal, dit sa conjointe, Geneviève Côté, 26 ans. " Une nuit, à son retour de Fort Bliss, aux États-Unis [où les soldats québécois se sont entraînés en février dernier], il s'est réveillé en sursaut, convaincu que des coyotes voulaient manger Catherine, notre bébé de quatre mois ! " raconte-t-elle.

Avec sa famille nombreuse, dont elle s'occupe à temps plein, Geneviève Côté imagine mal son avenir s'il fallait que son conjoint meure en Afghanistan. " Faut pas trop que j'y pense, dit-elle en berçant Catherine. Je vais arrêter de regarder les nouvelles... "

Les militaires de Valcartier et leurs familles savent bien que certains d'entre eux ne reviendront pas vivants de Kandahar. Plusieurs s'en remettent au destin. " S'il lui arrive quelque chose de grave là-bas, dit Stéphanie LeBlanc, conjointe du caporal Maxime Richard, je me dis que ça lui serait arrivé ici aussi, mais autrement. "

D'autres prennent la chose avec détachement. Comme Marie-Josée Desroches, pour qui défier la mort est un loisir... ou presque. Avant de partir pour l'Afghanistan, cette femme de 26 ans se proposait de faire au moins un saut en bungee et un vol en deltaplane. " Et si je laisse ma peau en Afghanistan, ce sera en faisant ce que j'aime. Pour moi, dit-elle en s'inspirant de la philosophie bouddhiste, la mort n'est que la fin d'une étape de notre évolution et le début d'une autre. "

Puis, après un moment de silence, son regard s'assombrit : " Mais est-on jamais vraiment prêt à tuer des gens ? "

De l'entraînement à l'Afghanistan... Suivez les soldats du Royal 22e Régiment dans un photoreportage exclusif ! www.lactualite.com/photoreportages

" Van Doos "

Le mollah, le malik et le militaire

Soldats recrutés

Le " Van Doos " comme les militaires anglophones surnomment le Royal 22e Régiment (soit " vingt-deux " prononcé à l'anglaise) a contribué à établir la solide réputation de l'armée canadienne auprès de la communauté internationale. Il est toujours le seul régiment de fantassins à majorité francophone des Forces armées canadiennes. Parmi ses faits d'armes : la prise de la crête de Vimy et la capture de 500 prisonniers allemands, en France, lors de la Première Guerre mondiale. L'assaut a cependant fait son lot de victimes : près de 3 600 fantassins canadiens ont péri.

En prévision du déploiement des troupes à Kandahar, le capitaine Michel Larocque s'est mis au pachto, la langue parlée par les Afghans du sud du pays. Ce militaire de 40 ans sera chaque jour en contact avec les habitants. " Leur adresser minimalement la parole dans leur langue est une question de respect ", dit-il.

Michel Larocque est un des 21 membres du groupe de coopération civilo-militaire (COCIM), composé à la fois de militaires et de civils. " Nous allons de village en village voir les Afghans, dit-il. Nous y rencontrons entre autres le mollah [l'autorité religieuse] et le malik [le maire], afin qu'ils nous expliquent quels sont leurs besoins. "

Le groupe de COCIM en fait ensuite part aux ONG qui travaillent sur le terrain, à la construction d'écoles et au forage de puits, par exemple. Le capitaine Larocque dispose d'un budget et peut remettre une certaine somme d'argent aux chefs du village, une fois les travaux terminés.

du 1er avril 2006 au 31 mars 2007

Territoires du Nord-Ouest 16

Colombie-Britannique 460

Alberta 465

Saskatchewan 120

Manitoba 209

Ontario 2 354

Québec 1 590

Nouveau-Brunswick 452

Ile-du-Prince-Édouard 51

Nouvelle-Écosse 608

Terre-Neuve 211

Provinces de l'Atlantique

7,2 % de la population du Canada

20,2 % du recrutement

Ontario

38,9 % de la population du Canada

36,2 % du recrutement

Québec

23,5 % de la population du Canada

24,3 % du recrutement

La guerre de Rick Hillier

PUBLICATION:	L'Actualité
DATE:	2007.09.01
PAGE:	38
COLUMN:	En couverture
BYLINE:	Castonguay, Alec
PHOTO:	Fred Chartrand / ARCHIVES PC FRED CHARTRAND / archives pc; Caporal–chef Jill Cooper, Service de photographie de la USFC(O). Ryan Remiorz / archives pc Walter Tychnowicz / Edmonton Sun / archives pc
ILLUSTRATION:	Le général Hillier serrant la main à des militaires en partance pour Kandahar, en août 2006. Le chef d'état–major tient à rester près de ses hommes et femmes en uniforme.; Le général Hillier et le président de l'Afghanistan, Hamid Karzaï. A gauche : Hillier à une marche d'appui aux forces à l'étranger, le 1er juin, à Ottawa.; Rick Hillier est réputé pour son sens de l'humour. Il fait ici une clé amicale à un caporal–chef à la base de Kandahar.; L'ex–ministre de la Défense nationale, Bill Graham, et le chef d'état–major.; Un effort international Treize pays se partagent le commandement militaire des différentes provinces de l'Afghanistan. Les principaux affrontements avec les talibans se déroulent dans le sud du pays, notamment dans la province de Kandahar, sous contrôle canadien.
WORD COUNT:	5164

C'EST A CAUSE DE LUI SI LE CANADA COMBAT LES TALIBANS DANS UNE DES PLUS DANGEREUSES RÉGIONS D'AFGHANISTAN. LE BOUILLANT CHEF D'ÉTAT–MAJOR VEUT QUE LES FORCES ARMÉES JOUENT UN RÔLE MOINS " SUPERFICIEL " DANS LE MONDE. PEUT-IL CONVAINCRE LES QUÉBÉCOIS ?

De trois à quatre fois par semaine, beau temps, mauvais temps, Rick Hillier inscrit un gros " X " au feutre noir dans son agenda, au début de l'après–midi. Il troque alors son uniforme militaire contre des vêtements de sport, enfile ses chaussures de course et sort du quartier général de la Défense nationale, un gros édifice gris du centre–ville d'Ottawa. Le iPod à la ceinture, du Johnny Cash à fond dans les oreilles, il s'élance le long du canal Rideau, puis de la rivière des Outaouais. Pendant une bonne heure, il laisse derrière lui ses responsabilités de grand patron de l'armée canadienne.

Les jours de tension intense, Rick Hillier délaisse le country pour la pop entraînante du défunt groupe suédois Abba. " J'ai un peu honte. Mais au rythme d'Abba, ça court vraiment bien ! " dit-il, avant d'éclater de son grand rire qui résonne comme l'écho des espaces de sa province natale, Terre–Neuve–et–Labrador.

" Si je pouvais, je courrais tous les jours ", dit Rick Hillier, 52 ans. Encore aujourd'hui, deux ans après son arrivée à la tête des Forces canadiennes, il lui arrive de ressentir un vertige devant ses responsabilités. " Jamais je n'ai voulu être chef d'état–major. Si quelqu'un m'avait dit que je serais là un jour, j'aurais sauté du haut du premier édifice sur mon chemin ! J'aurais été heureux de rester un simple officier de blindé, comme à mes débuts. "

Il s'excuse de son français, qu'il parle difficilement et avec un accent prononcé, et demande à faire l'entrevue en anglais pour être certain d'être bien compris. " Sa difficulté en français l'a toujours rendu mal à l'aise. Il m'a souvent dit qu'il aimerait communiquer plus facilement avec ses soldats francophones ", dit un militaire qui l'a côtoyé pendant de nombreux mois.

Celui qui est, à une exception près, le plus jeune chef d'état-major de l'histoire du pays il fut nommé à 49 ans tient les rênes des Forces canadiennes dans une période que de nombreux observateurs qualifient de " charnière ". Le Canada est engagé, en Afghanistan, dans sa plus importante mission à l'étranger depuis la guerre de Corée, en 1950. Près de 70 soldats canadiens ont déjà laissé leur vie dans cette mission de l'OTAN qui divise l'opinion publique. En juin dernier, quelques semaines avant le départ des premières troupes de Valcartier pour Kandahar, un sondage Léger Marketing révélait que 70 % des Québécois s'opposaient à la mission. Dans le reste du Canada, 53 % des gens sont contre la mission, alors que 41 % l'approuvent, selon un sondage mené par Strategic Counsel du 12 au 15 juillet dernier.

A Ottawa, l'influence et la vision du monde de Rick Hillier ont redéfini une partie de la politique étrangère du Canada et amené le pays à combattre dans le sud de l'Afghanistan (voir l'encadré " Le plan du Canada, c'est le sien ! ", p. 45). Sur la scène internationale, il connaît bien les dirigeants de l'OTAN à Bruxelles, a ses entrées au gouvernement afghan, notamment auprès du président, Hamid Karzaï, et fréquente des hauts gradés de l'armée américaine. " Il ne ressemble à aucun autre chef d'état-major qu'a connu le Canada ", affirme le lieutenant-colonel à la retraite Rémi Landry, expert militaire au sein du Centre d'études et de recherches internationales (CERIUM), à l'Université de Montréal.

Le général Hillier veut que l'armée canadienne joue un rôle moins " superficiel " dans le monde. Il a entrepris, depuis deux ans, de la restructurer pour en faire une armée mobile, bien équipée, efficace au Canada et sur la scène internationale. " Il faut arrêter de faire plusieurs petites missions où l'on n'obtient aucun résultat et aucun mérite. Le Canada doit être à la table des décideurs lorsqu'il participe à une mission. Il faut qu'il joue un rôle important. "

Les conflits planétaires ont bien changé depuis la fin de la guerre froide, au début des années 1990, dit-il. Ils ne se déroulent plus entre les pays, mais à l'intérieur de ceux-ci. L'ennemi ne porte plus d'uniforme et les lignes de front typiques des grandes guerres ont disparu. Les atrocités contre les populations, au Soudan ou au Kosovo par exemple, compliquent les interventions. Sans compter que les terroristes utilisent ces pays comme bases d'entraînement c'est le cas de l'Afghanistan, notamment. Face à ces nouvelles menaces, l'armée canadienne n'a pas évolué. C'est là un problème auquel il faut remédier, soutient le chef d'état-major.

En entrevue, Rick Hillier répond aux questions avec la vitesse d'une mitraillette, sans hésiter. Ses épaules ont beau être frêles il fait 1,75 m et n'a pas la carrure d'un Monsieur Muscles , sa poignée de main est ferme et son sourire engageant.

Né en 1955 à Campbellton, petit village d'à peine 600 âmes sur les rives de l'océan Atlantique, dans le nord de Terre-Neuve, le général Hillier a conservé la forte personnalité typique de son coin de pays. " Avec lui, on sait exactement à qui on a affaire. Il dit ce qu'il pense et parle pour être compris ", affirme le lieutenant-général à la retraite George MacDonald.

Les Canadiens ont découvert le franc-parler de Rick Hillier en juillet 2005, quelques mois après son arrivée à la tête des Forces canadiennes. Dans une allocution, à Ottawa, sur la mission à venir en Afghanistan, il avait qualifié les talibans de " détestables meurtriers " et " d'ordures ". " Ces gens détestent la liberté, détestent notre société ", avait-il lâché à un auditoire habitué à des chefs d'état-major plus rompus à l'art de la diplomatie qu'enclins à la franchise brutale. Les guerres modernes se déroulent dans des pays aux allures de " nids de serpents " remplis de terroristes, et il faut qu'une armée puisse " faire le ménage " lorsque c'est nécessaire, avait-il ajouté, même s'il n'a lui-même jamais tué d'ennemi.

Selon Bill Graham, alors ministre de la Défense, ce langage incendiaire ne reflète pas entièrement l'homme : " Ça m'apparaissait clair dans nos conversations qu'il regrettait ce discours. Beaucoup de gens ont gardé de lui une image de cowboy, de guerrier prêt à tout, alors qu'il est plus nuancé en réalité. "

Les interventions de Rick Hillier sur des sujets politiques ont souvent retenu l'attention. En mars 2006, dans

une entrevue au Globe and Mail, il soutient que le Canada sera en Afghanistan pendant au moins 10 ans. C'est cependant au gouvernement canadien d'en décider, pas à lui. Le premier ministre, Stephen Harper, le rappelle à l'ordre. Cet hiver, il a soulevé la colère du Parti libéral en affirmant que les années 1990 avaient été pour les militaires " une décennie de noirceur ", conséquence des coupes budgétaires liées à la lutte d'Ottawa contre le déficit.

De telles déclarations font dire à ses détracteurs que Rick Hillier ne sait pas quand s'arrêter. " Souvent, il oublie qu'il n'est pas élu ", affirme Michael Byers, professeur de géopolitique internationale à l'Université de la Colombie-Britannique.

Michael Byers est d'avis que le général cache la vérité aux Canadiens sur le traitement des prisonniers afghans. A preuve, dit-il, la directive donnée par Rick Hillier à son équipe, en mars dernier, de ne plus diffuser d'information sur les Afghans capturés par le Canada. Au bureau du chef d'état-major, on se défend de vouloir éviter la controverse, invoquant plutôt la sécurité des troupes sur le terrain.

Rick Hillier balaie ces accusations du revers de la main. " Je ne pense jamais d'un point de vue politique, jamais. Et je ne serai jamais politicien, même à ma retraite. Mon travail en tant que chef d'état-major est de donner l'heure juste. Quand j'ai parlé d'une décennie de noirceur, les 65 000 soldats et les 20 000 civils des Forces canadiennes ont tous compris ce que je voulais dire. Je n'ai pas nommé de parti, j'ai seulement rappelé un fait. "

Qu'elles aient lieu devant le prestigieux Economic Club de Toronto ou la Fédération canadienne des municipalités, les allocutions de Rick Hillier sont courues d'un océan à l'autre. " Les gens veulent entendre parler des Forces canadiennes comme jamais depuis 30 ans, dit-il. Je pourrais parler 12 heures par jour, sept jours sur sept et pendant des mois, sans venir à bout de toutes les demandes d'entrevues et d'allocutions ", dit-il.

Le chef d'état-major a beau entretenir de bonnes relations avec les journalistes, jamais jusqu'ici il n'avait donné d'entrevue pour un portrait. " Les Forces canadiennes, ce n'est pas Rick Hillier, ce sont les soldats et les civils. Je ne vois pas l'intérêt de parler de moi. "

En ce mercredi ensoleillé de la fin juin, il est pourtant assis devant le journaliste de L'actualité, dans son vaste bureau sobrement décoré de la promenade Colonel By, à Ottawa. Pourquoi ? " Parce que ça peut susciter une réflexion sur ce qui se passe dans l'armée, ici et à l'étranger. Si ça contribue à mettre en lumière le travail que les soldats accomplissent, tant mieux. " Le départ pour l'Afghanistan, en juillet et en août, de 2 300 soldats québécois a certainement quelque chose à voir avec cette ouverture.

Mais pas question de permettre à ses proches de parler au journaliste. Il en a prévenu sa mère, sa femme, ses soeurs, ses cousins et ses amis. En 2005, lorsque le Globe and Mail avait joint sa mère, Myrtle, à Terre-Neuve, Rick Hillier avait fulminé en lisant l'article. " Il était en colère. Il avait pourtant averti le journaliste que sa mère, âgée de 82 ans [elle en a maintenant 84] ne devait pas être dérangée. Pour lui, c'était inutile ", raconte un militaire qui travaillait avec lui à l'époque.

Rick Hillier n'est pourtant pas fermé comme l'écouille d'un sous-marin. Il parle de sa jeunesse avec passion. " Depuis aussi longtemps que je me souviens, je veux être dans l'armée ", dit-il. Déjà, lorsqu'il a sept ans, les meubles de sa petite chambre croulent sous les magazines et les livres militaires. Il dévore tout ce qui traite des armes, des chars d'assaut, des stratégies. L'histoire des deux grandes guerres le fascine. La bibliothèque municipale de Campbellton n'étant pas très garnie, il en fait rapidement le tour. Il peut cependant compter sur le libraire du village, un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale, qui lui commande des livres. La mère du jeune Rick, ancienne enseignante du primaire, a toujours encouragé ses enfants à s'instruire et ne rechigne pas à payer ses achats. Son fils savait d'ailleurs lire dès la maternelle. Venant tout juste de souffler huit bougies sur son gâteau d'anniversaire, le petit Rick écrit à l'armée canadienne. Il veut être recruté ! " Je n'ai

évidemment pas précisé mon âge, alors ils m'ont répondu que j'étais le bienvenu ! " se rappelle-t-il en riant. A 16 ans, l'appel de l'uniforme devient irrésistible. Il doit cependant convaincre son père de signer son formulaire d'enrôlement. Jack Hillier, mécanicien de poids lourds sur les grands chantiers d'infrastructure de Terre-Neuve, doit s'absenter de la maison trois ou quatre mois par année pour le travail. Malgré ces absences répétées, le père et le fils s'entendent à merveille... sauf sur un point. " C'est un euphémisme de dire que mon père n'était pas très heureux que j'entre dans l'armée. Il ne voulait pas voir son fils courir de tels risques. "

Les deux hommes s'assoient à la table de la cuisine et débattent leurs arguments. Le ton monte rapidement. " La conversation n'a pas été facile, mais il a fini par signer, raconte Rick Hillier. Je pense qu'il a compris que je voulais désespérément faire ce métier. Je lui ai dit que c'était une bonne manière d'accomplir quelque chose dans ma vie. "

Jack Hillier, décédé en 1997, a certainement eu une pensée amère pour un grand-oncle de Rick, le soldat John Clark. Mort à 19 ans sur un champ de bataille belge, en 1917, John Clark est le personnage sinon le fantôme ! marquant de la jeunesse de Rick Hillier. Dans la famille de Myrtle, sa mère, John Clark est un héros. " Quand j'étais petit, on parlait de lui comme s'il était encore parmi nous ", dit le chef d'état-major, dont un mur de la maison, à Orléans, en banlieue d'Ottawa, arbore toujours une photo en noir et blanc du grand-oncle.

La famille du jeune Hillier était dirigée avec fermeté et affection par Myrtle, qui pour s'en occuper a abandonné son école de rang. Rick est le cinquième de six enfants... et il n'a que des soeurs ! " Je dis souvent pour blaguer que je suis entré dans l'armée pour enfin porter des vêtements de gars ! " dit-il avec un large sourire mis en évidence par sa moustache finement taillée.

Le fait de grandir dans un cocon féminin a influencé sa vision des Forces canadiennes, dit-il. Par exemple, lorsque la question de la place des femmes dans l'armée a été soulevée, dans les années 1980, son idée était déjà arrêtée. " C'était ridicule comme débat. J'ai grandi avec quatre soeurs plus vieilles que moi, je peux vous dire qu'une fille est capable de se défendre dans toutes les circonstances ! "

Énergique sans être turbulent, doué à l'école, le jeune Rick n'a aucune difficulté à se faire des amis dans les villages qui parsèment la côte accidentée du nord de Terre-Neuve, à une heure de l'autoroute la plus proche. Il joue au hockey sur les étangs gelés avec de l'équipement commandé chez Sears. Sa famille fréquente l'église tous les dimanches et il joue du cor anglais dans le groupe de l'Église de l'Armée du Salut. Plus vieux, il tire à la carabine 22 autour de la maison pour s'amuser et sort avec ses amis boire une bonne lager ce qu'il fait encore à l'occasion.

En 1973, à 18 ans, Rick Hillier délaisse le confort familial et son repas préféré typique de Terre-Neuve, du boeuf salé servi avec des pommes de terre et des carottes. Direction : la grande ville et le campus de St. John's de l'Université Memorial, d'où il ressort avec un baccalauréat en sciences. Peu après, il fait l'École des officiers, pour finalement prendre les commandes d'un escadron de blindés appartenant au 8th Canadian Hussars, basé à Petawawa, en Ontario.

C'est à l'étranger à l'ancienne base canadienne de Lahr, en Allemagne, au début des années 1980, puis en Bosnie, en 1995 qu'il acquiert l'expérience de la vie de soldat, des sacrifices et de l'esprit de corps. " J'ai adoré ça dès le départ ", dit-il. Encore aujourd'hui, Rick Hillier tient à rester près de ses hommes et femmes en uniforme. Il se rend régulièrement en Afghanistan pour soutenir le moral des troupes. En avril dernier, il leur a apporté, dans la poussière de Kandahar, la mythique coupe Stanley. C'est avec ses soldats, et non pas avec sa famille, qu'il a passé le temps des Fêtes cette année.

" Je me suis marié deux fois dans ma vie : une fois avec Joyce et une fois avec l'armée. Dans les deux cas, c'est pour la vie ", dit-il. Sa femme, qu'il a rencontrée à 16 ans lors d'une soirée de danse à l'école secondaire, vient de prendre sa retraite, à 53 ans, de la Banque de Montréal, où elle était analyste financière. Le couple a deux fils, qui ont dépassé la mi-vingtaine Christopher, qui suit les traces de son père dans l'Armée de terre, où

il est lieutenant, et Stephen, qui termine une maîtrise en marketing à l'Université de Toronto.

Rick Hillier prêche par l'exemple pour motiver les soldats qu'il dirige. En cela, il s'inspire lui-même de ses deux idoles, Winston Churchill et Franklin D. Roosevelt, des hommes qui se sont tenus debout dans un moment clé de l'histoire. En Afghanistan, il dort sous la tente avec les soldats et se rend dans les zones dangereuses pour s'enquérir de la situation. Des gestes qui lui valent l'immense respect de ses troupes.

" Je ne me souviens pas d'un chef d'état-major aussi populaire que lui dans l'histoire du pays ", soutient George MacDonald, vice-chef d'état-major jusqu'à sa retraite, en 2003. " Il est populaire à la fois auprès de ses troupes et du public canadien. C'est une première. Il est arrivé à un moment où le pays et les Forces canadiennes cherchaient du leadership. Et il en a à revendre. "

Si Rick Hillier avait un titre à donner à son autobiographie il précise qu'il n'en écrira jamais, ce serait " Soldat d'abord ". Il ne s'en cache pas : il aime les soldats, peu importe de quel pays ils viennent.

Quand il a appris, à peine nommé commandant de l'Armée de terre, qu'il dirigerait de février à août 2004 l'importante mission de l'OTAN en Afghanistan, il a recruté son chef de cabinet en Géorgie, au cœur de l'Amérique de Bush. Le but ? Faciliter le lien avec les 20 000 soldats américains qui seraient sous ses ordres. L'officier Les Fuller est devenu son bras droit, l'aidant à construire à Kaboul les bases d'une mission qui allait ensuite s'étendre à tout le pays. Tous les matins, vers 5 h 30, dans la poussière du camp de la coalition à Kaboul, Les Fuller faisait son jogging, tout comme Rick Hillier. Mais jamais avec lui ! " Rick s'arrêtait tout le temps pour parler aux soldats et voir comment ils allaient. Ça ne finissait plus ! " raconte l'Américain, joint en Alabama, où il est aujourd'hui à la retraite.

Chaque fois qu'une troupe de l'un des 37 pays membres de la coalition quittait l'Afghanistan, Rick Hillier allait remercier les soldats. Parfois, il fumait avec eux des cigarillos, qu'il trimbait partout à l'époque. " Ma femme voulait que j'arrête et c'est ce que j'ai fait ", dit-il, avant d'ajouter, comme un enfant pris la main dans le sac : " Quand je retourne en Afghanistan, j'en fume encore de temps en temps, mais c'est tout ! "

Le général Hillier dégage volontiers son humour contagieux. Il émaille ses propos d'anecdotes et de blagues qui dérident les salles. A la fin de sa biographie, dans le site Internet du ministère de la Défense, on peut lire : " Le général s'adonne à la plupart des loisirs. Mais, plus particulièrement, il court lentement, est un piètre joueur de hockey et ne joue guère mieux au golf. "

Malgré le danger omniprésent à Kaboul, Les Fuller ne se souvient pas d'un autre endroit où il a ri autant. Lorsqu'il est passé sous les ordres de Rick Hillier, l'Américain a reçu un gros bouquin jaune vif dont le titre annonçait, en anglais, un " dictionnaire pour comprendre les Newfies ". Le ton était donné.

" On travaillait très fort, mais tout était bon pour faire baisser la tension ", explique le brigadier-général à la retraite. Chaque matin, lors du pénible breffage sur les opérations, entre les mauvaises nouvelles et les très mauvaises, n'importe quel officier pouvait invoquer la règle no 9 imaginée par Rick Hillier raconter une blague pour réduire le stress. " Ça faisait un bien énorme de s'entendre rire ", dit Les Fuller.

Le passage de Rick Hillier à la tête de l'OTAN en Afghanistan n'a toutefois pas été une partie de plaisir tous les jours. En mai 2004, un événement change sa vie et contribue à cristalliser sa vision des conflits modernes.

En entrevue, lorsque j'évoque le nom de Tommy Roedningsby, Rick Hillier se redresse sur son siège et corrige ma mauvaise prononciation de ce nom norvégien. Il repousse les verres d'eau au bord de la table de son bureau et trace avec ses doigts une carte géographique pour expliquer les faits dans le détail.

Rick Hillier revenait d'une patrouille au nord de Kaboul avec des soldats norvégiens. Toute la journée, sa sécurité avait été assurée par le mitrailleur Tommy Roedningsby, un colosse aux yeux clairs et au teint pâle

comme le désert afghan. Le soir venu, le commandant de la patrouille décide de faire un détour pour laisser Hillier au quartier général de l'OTAN, au centre de la ville. Avant de les quitter, Rick Hillier remercie les soldats. Il serre la main du mitrailleur en dernier. Dix minutes plus tard, le véhicule de celui-ci explose sous l'impact d'une grenade lancée par des insurgés talibans. Tommy Roedningsby meurt sur le coup.

" Je ne pense jamais que j'aurais pu mourir ce jour-là, mais je pense souvent à lui ", avoue Rick Hillier d'un ton calme, qui tranche avec sa fébrilité habituelle. " C'était un soldat formidable. " Les Fuller croit qu'une partie de la vie de Hillier a changé ce jour-là. " Il a compris que cette mission serait sale et sans pitié. "

Son mandat à la tête de la mission de l'OTAN donne à Rick Hillier l'occasion de créer des liens sur la scène internationale. Ceux qui l'unissent aux généraux de l'armée américaine remontent, eux, au tournant du siècle.

En 1998, la base américaine de Fort Hood, au Texas la plus grosse base militaire de la planète, avec près de 60 000 soldats, autant que les Forces canadiennes au complet, accepte de recevoir un officier canadien dans le cadre d'un programme d'échange. Dans une note interne, le lieutenant-général Bill Leach explique le choix de Rick Hillier, déjà une étoile montante dans l'armée canadienne : " Très qualifié, disponible, peut servir avec brio le Canada et les États-Unis. "

Pendant deux ans, Rick Hillier sera donc le général commandant adjoint du III^e Corps blindé des États-Unis. Une tâche titanesque, puisque plus de 6 000 soldats de cette division sont déployés à l'étranger en tout temps deux fois plus que tous les effectifs actuels du Canada à l'étranger ! Aucun Canadien avant lui n'avait occupé une fonction aussi importante au sein de la première puissance militaire de la planète.

Rick Hillier ayant passé du temps en Bosnie quelques années plus tôt, le commandant de la base américaine, Leon J. LaPorte, le charge de revoir l'entraînement des soldats qui s'appêtent à partir dans les Balkans. Hillier en formera 6 800 en deux ans. " Il a un jugement et une capacité de travail formidables. Il peut tout faire, de l'enseignement jusqu'aux tactiques de combat ", raconte le lieutenant-général, qui coule une douce retraite à Austin, au Texas. Côté de la superpuissance américaine amène Rick Hillier à réfléchir sur les conflits qui pointent à l'horizon. Pendant qu'au Canada on s'entraîne encore comme au temps de la guerre froide, les Américains planifient ce qu'ils appellent les " guerres de l'avenir ". Le Canada découvre de nouvelles technologies, comme les drones. " Mais on n'a pas l'argent des Américains. La technologie militaire coûte cher ", dit-il. Ce passage en sol américain lui attire toutefois des critiques, qui perdurent aujourd'hui (voir l'encadré " Trop américain ? ", p. 42).

La décision du Canada, en 2005, de contribuer à pacifier la dangereuse province de Kandahar, en Afghanistan, sera l'occasion de mettre en application le rôle " moins superficiel " que préconise pour les Forces canadiennes leur chef d'état-major, alors fraîchement nommé. " La situation n'était pas aussi grave dans le Sud, à l'époque, précise l'ex-ministre Bill Graham. Mais c'est sûr que Rick Hillier a joué un grand rôle dans notre décision de prendre en charge Kandahar. "

Bill Graham ajoute que le militaire canadien ne voulait pas laisser toute la place aux Américains, qu'il trouve " trop cowboys " dans les missions délicates. " L'approche canadienne est plus souple à l'égard de la population locale. Rick Hillier savait que le sud du pays était une zone sensible et qu'il y travaillerait efficacement avec les Britanniques et les Néerlandais, qui sont aussi plus diplomates ", raconte Bill Graham.

Sous la gouverne de Hillier, l'armée canadienne se transforme comme jamais depuis 30 ans. L'entraînement des soldats a été revu de fond en comble (voir " De Valcartier à Kandahar ", p. 48). La structure de commandement a été assouplie pour faciliter la coopération entre les différents corps de l'armée. Les investissements 27 milliards de dollars, notamment pour l'acquisition d'avions, d'hélicoptères, de camions de transport, de bateaux, de chars d'assaut, etc. visent tous à mettre en place une armée plus mobile, capable de répondre aussi aux besoins internes du Canada, entre autres dans l'Arctique. Partout au pays, les bases militaires sont réorganisées afin de permettre un déploiement plus rapide des troupes en cas de catastrophe

naturelle.

Rick Hillier a aussi appuyé sur l'accélérateur du recrutement. Les Forces canadiennes dépensent 20 millions par année en campagnes de publicité et les demandes d'enrôlement ont bondi de 40 % depuis un an au pays (10 % au Québec).

Tout ce remue-ménage ne fait toutefois pas que des heureux. " Il va nous épuiser. On fait trop de choses en même temps et on n'a pas les ressources pour les faire. C'est comme s'il avait mis les moteurs d'un CF-18 à fond, sans vérifier s'il y avait assez de carburant pour aller jusqu'au bout ", souligne une source militaire de haut niveau, qui ne cache pourtant pas son admiration pour Rick Hillier. Le chef d'état-major ne s'en formalise pas. " Les réformes étaient urgentes, il fallait bouger. Si ce n'était pas moi, un autre aurait dû les faire. Et je pense qu'on va y arriver. " Rien n'ébranle Rick Hillier, qui semble bâti du même roc que son île.

Le plan du Canada, c'est le sien !

Trop américain ?

Les québécois s'enrôlent !

La vision claire de Hillier sur la place du Canada dans le monde a plu à l'ex-ministre de la Défense Bill Graham.

La politique militaire du Canada, énoncée en 2005, c'est un peu beaucoup Rick Hillier qui l'a écrite. " On applique maintenant ce que j'ai mis dans ma note interne en 2003 ! " dit-il fièrement. Il venait à peine de prendre la tête de l'Armée de terre, en 2003, qu'il écrivait une note au chef d'état-major de l'époque, Ray Hénault. Selon la rumeur, il demandait que tous les nouveaux investissements aillent à l'Armée de terre. La colère est immédiate. George MacDonald, alors vice-chef d'état-major, lance une opération de paix avec les hauts gradés de la Marine et de l'Armée de l'air. Une réunion est organisée d'urgence. " L'atmosphère n'était pas très bonne, dit George MacDonald. C'est normal qu'un commandant prêche pour sa paroisse, mais c'était la première fois qu'on en voyait un dire ouvertement qu'il fallait favoriser un secteur au détriment des autres corps de l'armée. "

Qu'a dit Rick Hillier au cours de cette réunion tendue ? " Rien ! Je n'ai pas eu le temps de dire quoi que ce soit, tout le monde me montrait du doigt et criait ! " dit-il. Il réussit tout de même à s'expliquer et à calmer la grogne. " Je ne voulais pas diriger toutes les ressources vers l'Armée de terre, mais vers un nouveau rôle pour les Forces canadiennes. Un rôle où tous les secteurs allaient devoir mettre la main à la pâte. "

Deux ans plus tard, le premier ministre, Paul Martin, demandait à son ministre de la Défense, Bill Graham, de lui présenter une nouvelle vision des Forces canadiennes, avec à la clé de nouveaux investissements de plusieurs milliards de dollars. " Honnêtement, j'étais embarrassé par ce dossier, raconte Bill Graham. Je ne suis pas un expert des questions militaires et je cherchais un plan qui donnerait une place au Canada dans le monde. " Au même moment, Ray Hénault quitte son poste de chef d'état-major. Bill Graham rencontre alors Rick Hillier. " Sa vision était claire, dit-il, il savait ce qu'il voulait et j'ai immédiatement pensé : c'est ça, c'est lui. "

Le premier ministre embrasse aussi la vision de Hillier et lui accorde le plus haut poste de l'armée canadienne. Quelques mois plus tard, le rôle que veut faire jouer le général Hillier aux Forces canadiennes se retrouve intégralement dans la nouvelle politique étrangère du Canada.

Rick Hillier serait trop près de la vision américaine du monde, celle de la guerre au terrorisme, selon Michael Byers, professeur de géopolitique internationale à l'Université de la Colombie-Britannique. " On n'a pas cette tradition offensive ici. Le Canada est un pays qui fait des missions de paix. Hillier a tout changé en quelques

années. La mission en Afghanistan est un échec et c'est lui qui doit en porter la responsabilité. "

Rick Hillier estime que ces accusations sont injustifiées. " Ma vision, c'est le Canada d'abord. Je veux que les Canadiens apportent leur expertise, leurs valeurs et leur compétence dans des endroits qui ont besoin d'eux. Est-ce que ça fait de moi un Américain ? Je ne pense pas. "

La mission en Afghanistan est noble, il faut le répéter et l'expliquer, dit Rick Hillier.

Sur le bureau de Rick Hillier, à Ottawa, trône la grande photo d'un petit bonhomme, qu'il regarde avec affection plusieurs fois par jour. C'est celle de son petit-fils, Jack, trois ans. " Il me fait le salut militaire, mais avec la mauvaise main ! " rigole le grand-père.

Le petit Jack, dont la maman est québécoise, ne parle que français. Ou presque. " Il chante l'hymne national dans les deux langues ! " dit fièrement Rick Hillier.

Le chef d'état-major maîtrise suffisamment la langue de Molière pour suivre les débats sur l'Afghanistan qui déchirent le Québec depuis quelques semaines. Selon lui, les Forces canadiennes y sont bien perçues : la popularité du recrutement au Québec (en hausse de 10 %) le prouve amplement.

Il reconnaît toutefois que les Québécois sont plus sceptiques que les autres Canadiens à l'égard de la mission en Afghanistan. " Les Québécois sont mal informés sur la mission, comme beaucoup de Canadiens, dit-il. Il y a un travail d'éducation à faire. Beaucoup de gens confondent l'Irak et l'Afghanistan, alors que c'est totalement différent. Nous faisons partie d'une coalition de 37 pays. Notre mission est approuvée par l'ONU et nous sommes invités par un gouvernement afghan légitimement élu. Les Afghans ont besoin de notre aide, c'est une mission noble. Il faut le répéter et l'expliquer. "

Dehors, le ministre baratineur !; Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, prend les Canadiens pour des valises. Qu'attend Stephen Harper pour lui montrer la porte ?

PUBLICATION: L'Actualité

DATE: 2007.09.01

PAGE: 11

COLUMN: Bloc-notes

BYLINE: Beaulieu, Carole

PHOTO: Fred Chartrand / ARCHIVES PC

ILLUSTRATION: Il y a de bonnes raisons pour que le Canada reste en Afghanistan après 2009. Gordon O'Connor devrait avoir le courage de les défendre...

WORD COUNT: 746

Le ministre canadien de la Défense ignore-t-il que les citoyens savent lire ? Dans les deux langues officielles du pays, parfois plus ? Et qu'Internet a décuplé leur capacité de s'informer ?

On croirait, à l'entendre, qu'il les prend pour des valises.

Le ministre O'Connor avait déjà assuré, en avril, que la Commission afghane des droits surveillait le traitement des prisonniers de guerre. Étant donné qu'elle n'a que sept employés et aucun accès aux prisons afghanes, c'était un peu ridicule. (Il était mal informé ?) Voilà qu'il affirme, en juillet, que les troupes afghanes seront prêtes " cet hiver " à prendre la relève des Canadiens dans la région de Kandahar. Tiens donc. Et il va aussi neiger en juillet à Montréal, pendant qu'on y est. Quelques jours plus tard, il a " précisé sa pensée " et prolongé le délai de quelques mois. C'est encore trop peu ! La plupart des experts militaires estiment qu'il faudra quelques années pour que l'armée afghane et ses kandaks (bataillons) puissent faire face seuls à la guérilla talibane, surtout celle, bien armée, qui vient du Pakistan.

Quelque 37 pays forment la coalition de l'OTAN qui aide l'Afghanistan à se reconstruire. Il suffit de lire des reportages provenant de Grande-Bretagne ou des Pays-Bas (les soldats de ces pays sont actifs dans deux provinces dangereuses, Helmand et Uruzgan, voisines de celle où combattent les Canadiens) pour savoir que l'armée afghane progresse... modestement. La tendance est prometteuse, mais le pays a besoin de temps.

Les soldats de l'armée afghane encore trop peu nombreux se battent souvent en sandales, armés de vieilles kalachnikovs. Dans ce pays pauvre, qui a besoin de tout, l'argent pour les joujoux militaires se fait rare. On compte donc sur les dons.

La Hongrie a donné 20 500 fusils d'assaut. La Slovénie, 10 000 mitraillettes. La Turquie, une vingtaine d'obusiers. Les États-Unis, 800 véhicules blindés, arrivés tout récemment. L'armée de l'air afghane ? Elle n'existe pas encore. Pourtant, dans ce pays montagneux et difficile d'accès, les bombardements de la coalition ont été jusqu'ici un élément clé pour faire fuir les talibans, ne serait-ce que temporairement.

Les Nations unies estiment que l'armée afghane a besoin de 72 000 hommes en armes d'ici la fin de 2008. Pour défendre un pays de 29 millions d'habitants, ce n'est pas énorme ! Environ 50 000 soldats seraient à l'entraînement (pour le nombre exact, on ne sait trop qui croire).

En Grande-Bretagne, le secrétaire à la Défense, Des Browne, a eu le courage, à la mi-juillet, de dire que les forces de l'OTAN éprouvent " des problèmes " en Afghanistan (résurgence talibane, corruption endémique). Il a toutefois soutenu que ce serait une catastrophe pour l'Occident si ce pays redevenait un camp d'entraînement pour terroristes islamistes. Il a enjoint aux pays de l'OTAN d'envoyer plus de troupes.

Environ 37 000 soldats de l'OTAN dont 7 000 Britanniques, mais aussi des Néerlandais, des Turcs, des Espagnols, des Allemands y combattent aujourd'hui. Cependant, les budgets accordés à la reconstruction sont 10 fois moins élevés, par habitant, que ce qui a été versé au Kosovo après la guerre des années 1990 !

D'ici la fin août, environ 2 500 militaires de Valcartier seront installés dans la province de Kandahar. Les sondages montrent que 70 % des Québécois s'opposent à cette mission. Le franc-parler d'un Rick Hillier, chef d'état-major des Forces canadiennes (voir " La guerre de Rick Hillier ", p. 38), a beaucoup plus de chances de les atteindre à défaut de les convaincre que les camouflages du ministre O'Connor.

L'engagement du Canada envers l'Afghanistan prend théoriquement fin en février 2009. Le premier ministre, Stephen Harper, a déjà indiqué qu'il ne prolongerait la mission à Kandahar qu'avec l'approbation du Parlement, ce que son gouvernement minoritaire semble avoir peu de chances d'obtenir. Les libéraux préconisent la fin du rôle de combat du Canada. (Ils accepteraient une autre mission, moins exposée.) Le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique s'opposent à toute prolongation.

Si Stephen Harper croit que le Canada doit assumer ses responsabilités au sein de l'OTAN, il faut qu'il donne d'urgence un meilleur ministre de la Défense aux Canadiens. Car il y a de bonnes raisons pour que le Canada reste en Afghanistan après 2009. Encore faudrait-il que le ministre ait le courage de les défendre et cesse de prendre les Canadiens pour des poules mouillées.